LA VIE POLITIQUE À MENTON DANS L'ENTRE-DEUX-GUERRES

Hélène MONGONDRY

Résumé d'un mémoire de maîtrise soutenu à l'Université de Nice sous la direction de M. Schor De toutes les grandes villes des Alpes-Maritimes, Menton restait sans doute celle dont l'histoire récente était la plus mal connue. La période de l'entre-deux-guerres en particulier demeurait plongée dans l'ombre : le souvenir encore proche et pénible des tensions qui avaient opposé les Mentonnais en ces années, les rancunes accumulées et l'ombre portée par la guerre l'empêchaient d'en sortir. Or cette période avait le mérite à Menton d'être bornée par de véritables coupures : la Première guerre mondiale avait considérablement ralenti la vie économique de Menton et désorganisé la vie politique ; la Seconde guerre mondiale, en forçant les Mentonnais à prendre les routes de l'exode, a de son côté profondément modifié Menton, sa population et, partant, ses données politiques et économiques.

En nous appuyant principalement sur les rapports de police conservés aux Archives départementales et sur la presse de l'époque, nous avons donc voulu faire l'étude de la vie politique de Menton. Cela signifiait d'une part relater l'histoire des municipalités, portraiturer les principales personnalités, et analyser les élections qui avaient rythmé ces années ; mais aussi étudier les caractéristiques de la vie politique mentonnaise à cette époque, et répondre à une question essentielle : doit-on considérer que l'entre-deux-guerres fut le moment où Menton, sortant peu à peu du particularisme et du système clientéliste, passa à une plus grande ouverture sur le reste de la France et à un plus grand intérêt pour les querelles idéologiques.

Dans une première partie thématique, nous étudions donc les caractéristiques de la vie politique et économique de Menton dans l'entre-deux guerres, tandis que les deux autres parties sont consacrées à l'étude chronologique des municipalités.

MENTON DANS L'ENTRE-DEUX-GUERRES : CARATÉRISTIQUES DE LA VIE POLITIQUE ET ÉCONOMIQUE

Au cours de l'entre-deux-guerres, Menton, comme les autres villes de la Côte d'Azur dut faire face à d'importants changements qui affectèrent profondément sa population, son économie et son urbanisme, mais aussi sa vie politique.

•Une ville en pleine mutation économique et démographique

Au cours de l'entre-deux-guerres, la vie économique de Menton a achevé de basculer pour tourner désormais toute entière autour du tourisme. L'agriculture traditionnelle, fondée sur la culture du citronnier et de l'olivier, vit ses dernières heures : la présence des hivernants conduit souvent à cultiver des produits maraîchers destinés aux cuisines des hôtels. L'industrie, de son côté, en l'absence de matières premières, est vouée à la satisfaction des désirs de la clientèle : le bâtiment et l'artisanat prospèrent. Quant au commerce, il était également dominé par la vente des produits de luxe. La bonne santé du tourisme signifiait donc la fortune de Menton. Toute atteinte au tourisme mettait en péril la vie même de Menton.

La Première guerre mondiale avait considérablement désorganisé l'économie de Menton, transformant la ville en centre de convalescence, décourageant la villégiature et provoquant difficultés de ravitaillement et inflation. Le retour des touristes, l'afflux des Américains après l'armistice firent des années 1920 une ère de prospérité, au cours de laquelle Menton ne connut pas de chômage officiel, et s'étendit au long des vallées, sous l'effet d'une

considérable augmentation de sa population.¹ De nombreux *fourestié*² vinrent en effet s'installer à Menton à cette époque ; de même les étrangers représentaient-ils une part croissante de la population mentonnaise, 48,6 % exactement. Encore faut-il distinguer parmi eux deux catégories : d'une part, les riches touristes d'origine anglaise, américaine ou allemande formant des colonies qui faisaient vivre Menton ; d'autre part, les étrangers venus à Menton pour y travailler : Suisses désireux d'ouvrir de luxueux hôtels, comme Italiens venus chercher un emploi dans le bâtiment ou l'hôtellerie. Ces derniers étaient particulièrement nombreux, du fait de la proximité de l'Italie, d'une longue tradition d'immigration économique, et aussi, à partir de 1922, de l'arrivée au pouvoir des fascistes...

Cependant, malgré cette prospérité, il faut noter que des faiblesses encore latentes se faisaient déjà jour : le taux d'accroissement de la population de Menton au cours de cette période restait bien inférieur à celui des autres villes du département.³ Un autre point sombre était le coût excessif de la vie à Menton en ces années : en 1923, le prix de la vie à Menton était de 30 % supérieur à celui de Nice⁴ et en 1927, le commissaire spécial notait : "Le coût de la vie est exceptionnellement cher." Cette inflation, compréhensible en saison, continuait pendant l'été, frappant toute la population mais plus encore les fonctionnaires qui réclamaient une augmentation de leur indemnité.

L'année 1929 marqua un tournant dans la vie économique de Menton comme dans celle de tous les pays capitalistes. Très vite en effet, la Côte d'Azur fut atteinte par la crise internationale. Entre 1929 et 1935, le nombre d'hivernants à Menton passa de 32 846 à 14 488, soit une diminution de 55, 89 % Face à cette crise et aux diminutions du nombre d'emplois qu'elle engendrait surtout parmi les musiciens et les employés d'hôtel, Menton tenta de réagir, par la préférence nationale et la mise en place progressive d'une saison d'été. En 1936, l'instauration des congés payés permit l'arrivée à Menton d'ouvriers du Nord venus découvrir la Côte d'Azur ; la gauche crut y voir le salut de Menton. Mais entre 1936 et 1938, 970 chambres disparaissaient. En fait, Menton ne sut pas s'adapter à cette nouvelle clientèle. Habituée à recevoir des touristes logeant dans des palaces et se fournissant dans des magasins de luxe, elle ne sut pas répondre à la demande de congés payés, et ne put donc redresser son économie.

Cette crise eut un effet sensible sur la démographie mentonnaise, Menton perdant, à partir de 1931, 7,9 % de sa population. Cette déperdition d'habitants n'était pas imputable à la population française, mais à la population étrangère. La raréfaction de la clientèle avait en effet provoqué la faillite et la fermeture de nombreux établissements et, de fait, le licenciement de nombreuses personnes ainsi que l'application, de façon plus ou moins rigoureuse, de la loi de préférence nationale. Aussi, au départ des touristes étrangers devait s'ajouter le départ de nombreux travailleurs immigrés désormais sans emploi. Ceci joint aux mesures de naturalisation adoptées par les dirigeants français, explique le brusque déclin de la population étrangère à Menton.

Ces mutations économiques et démographiques que connut Menton furent importantes. Mais celles qui touchèrent la vie et l'organisation politique de Menton au cours

_

¹ Entre 1921 et 1931, la population de Menton passe de 18 645 à 23 417 habitants, soit une augmentation de 25 %

² L'appellation de "fourestié" était donnée par les Mentonnais aux Français nés ailleurs qu'à Menton.

³ Comme élément de comparaison, citons le taux d'accroissement d'Antibes à la même époque : 104 %, ou celui de Nice : 40 %.

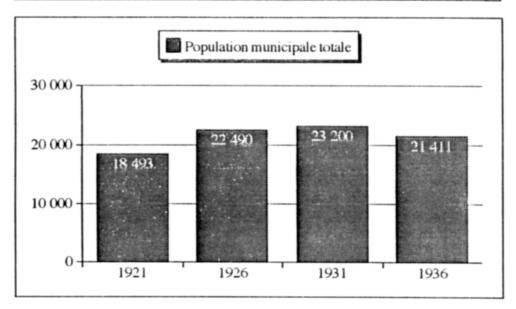
⁴ A.D.A.M. Rapport du commissaire spécial, 4 M 109, 11 novembre 1923.

⁵ A.D.A.M. Rapport mensuel du commissaire spécial, 4 M 113, 1 février 1927.

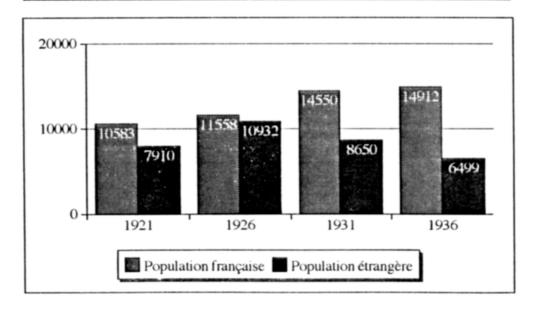
⁶ L. CAPERAN-MORENO, Histoire de Menton, Annales de la S.A.H.M. 1989, p.110

Résultats des recensements de l'entre - deux - guerres.

	1921	1926	1931	1936
Population municipale totale	18 493	22 490	23 200	21 411



	1921	1926	1931	1936
Population française	10583	11558	14550	14912
Population étrangère	7910	10932	8650	6499



de cette même période ne le furent pas moins. Avant de les détailler, considérons quels furent les protagonistes de la vie politique de Menton dans l'entre-deux-guerres, et quels étaient les moyens d'expression à leur disposition.

•Les protagonistes de la lutte et les possibilités d'expression

Une idée maîtresse est à retenir : à Menton comme dans le reste des Alpes-Maritimes, les organisations politiques avaient généralement de faibles effectifs. Leur apparition, leur développement et leur survie devaient souvent plus aux amitiés et aux haines locales, ou à l'influence de quelques notables, qu'aux idéologies proprement dites. Certes, il est nécessaire de nuancer selon les organisations et de préciser ici qu'il faut prendre en compte, non seulement les partis structurés, mais aussi les comités et les ligues, sans oublier les "organisations parallèles" et les syndicats et groupes d'intérêt. Nous ne saurions cependant détailler ici, parti par parti, organisation par organisation, l'importance et l'influence de chacun. Aussi nous faut-il nous contenter de quelques remarques générales.

Ainsi que nous l'avons dit, les partis, organisations et syndicats comptent peu d'adhérents⁸. Certes des exceptions existent : ainsi, à sa naissance, en avril 1934, la section de la Fédération Républicaine comptait 400 membres⁹ ; et 220 personnes avaient donné leur adhésion au Parti Social Français en 193710. Mais dans l'ensemble, les partis, ligues et organisations ne dépassaient pas la centaine de cotisants ; et de même les syndicats comptentils très peu d'affiliés. Autre caractéristique importante, non seulement les partis ont de faibles effectifs, mais ils apparaissent relativement tard dans la vie politique que connaît Menton dans l'entre-deux-guerres. Seul le parti communiste est constitué et actif dans les années 1920 : apparue en 1921¹¹, la section mentonnaise du parti communiste fut en effet au cours de cette période, et sous l'impulsion de l'instituteur Virgile Barel, l'une des plus dynamiques du département ; dans son étude sur le communisme dans les Alpes-Maritimes, Jean-Rémy Bézias n'a d'ailleurs pas hésité à écrire que, en 1930, "Plus que jamais, Menton fait figure de locomotive (à moins que ce ne soit une bouée) pour tout le département 12... Donc, la section communiste mise à part, les autres partis se sont implantés à Menton à partir de 1929 : le premier comité radical fut créé en 1932, la section de la Fédération Républicaine vit le jour en 1934, celle de l'Action Française en 1935 seulement... La section socialiste elle-même ne déroge pas à cette règle : elle existait pourtant en 1920, mais disparut rapidement, ne réapparaissant qu'en 1929. Encore ne devait-elle connaître ensuite qu'une vie languissante et obscure. Ceci nous amène a faire état d'une autre particularité : la vie des organisations politiques à Menton était généralement très sporadique, alternant des périodes d'activité parfois intense avec des temps de marasme profond, voire même d'éclipse complète. Les périodes électorales et les grands affrontements les animaient d'une chaleur singulière, puis elles retombaient dans leur torpeur. Seule la présence continue à leur tête d'une personnalité dynamique et charismatique pouvait leur insuffler de la vitalité : l'action de Virgile Barel au sein de la section communiste, celle d'Henry Torrès auprès des radicaux furent déterminantes.

⁷ Nous appelons organisations parallèles des groupes organisés qui ne dépendent officiellement d'aucun parti, se défendent même souvent d'avoir aucun but politique, mais se situent en fait dans la mouvance des partis politiques. Ces organisations parallèles sont une caractéristique de la gauche de l'époque. Citons en exemple les organisations antifascistes ou les organisations de secours, type Secours Rouge International.

⁸ Nous devons préciser cependant que nous nous basons pour dire cela sur les chiffres que nous avons pu trouver dans les Archives, chiffres bien trop rares à notre goût.

⁹ A.D.A.M. Rapport mensuel du commissaire spécial, 4 M 135, 3 mai 1934.

¹⁰ A.D.A.M. Rapport du commissaire spécial, 4 M 380, 31 mars 1936.

¹¹ A.D.A.M. Rapport du commissaire spécial au Préfet, 4M 522, 24 décembre 1921.

¹² J.R. BEZIAS, Le communisme dans les Alpes-Maritimes 1920- 1939, Nice Serre 1988, p.64.

Mais les partis et les organisations politiques n'étaient pas les seuls protagonistes de la vie politique mentonnaise de cette époque. Il fallait également compter avec d'autres acteurs, dont les deux principaux étaient l'Eglise catholique et la communauté italienne... Sans doute Menton était-elle déjà touchée par la déchristianisation dans l'entre-deux-guerres ; cependant, le jugement des Commissaires était sans appel : "A Menton, le clergé exerce une influence indéniable." Il semble que, dans l'ensemble, les prêtres se soient efforcés de ne pas prendre explicitement parti en politique, sauf en 1925 où, redoutant les positions anticléricales du Cartel, ils patronnèrent la création d'une section de la Fédération Nationale Catholique à Menton. Mais malgré ces efforts de neutralité politique, l'influence des ecclésiastiques était très redoutée. Nous n'en voulons pour preuve que l'intensité et la violence des campagnes anticléricales. Celles-ci se déchaînèrent surtout à partir du mois de février 1930 et de la première conférence de Marestan, orateur de la Libre Pensée ; elles culminèrent lors de la période du Front populaire.

Quant à la population italienne, elle formait la colonie étrangère la plus importante de Menton, et la seule à participer activement à la vie politique. Il ne faudrait pas en conclure pour autant que tous les immigrés prenaient parti, se syndicalisaient ou manifestaient. Bien au contraire, la plupart d'entre eux adoptaient une prudente neutralité. Ils craignaient en effet les réactions de la population française, toujours hostile à ce qu'elle considérait comme une intolérable immixtion dans ses affaires. De plus, la menace de l'expulsion restait suspendue au-dessus de leur tête, et l'exemple de militants communistes reconduits à la frontière en 1924 avait fortement impressionné leurs compatriotes... Parmi ceux qui militaient politiquement, on en trouvait aux deux extrêmes : à l'extrême-droite, les fascistes, à l'extrême gauche, les communistes et les socialistes... La présence d'un fascio à Menton est attestée en 1924 14, mais il semble que déjà en 1922 des premières tentatives avaient eu lieu pour créer une section. La présidence de la section est assurée par Jean Marenco, mais l'éminence grise en est le secrétaire-adjoint, Cassani, chancelier de l'agence consulaire italienne à Menton. La section fasciste pouvait en effet compter sur le soutien du consulat, ainsi que de l'association Dante Alighieri. Le Fascio connut d'ailleurs une très nette progression lorsque, sous l'impulsion du consul Foresti, il fit construire la Casa della famiglia Italiana 15. Malgré cette évolution, le fascio de Menton devait retomber rapidement dans l'inactivité et le silence, pour ne se réveiller qu'au moment de la guerre.

Face aux affidés de Mussolini, les antifascistes italiens agissaient également. Ils étaient bien plus nombreux dans la communauté italienne que leurs adversaires, mais aussi plus divisés. Jusque vers la fin des années 1920, ils ne sont pas encore organisés et dépendent presqu'entièrement de leurs homologues français, qui les abritent souvent, leur permettant de s'exprimer et de dénoncer le fascisme au cours de leurs réunions. Le parti communiste édite un journal italien clandestin, *La Riscossa*. Il semble qu'il n'y ait pas eu de section du parti communiste italien à Menton. En revanche, les socialistes formèrent un groupe sous la direction de Brunini, qui présidait également la section de la Ligue italienne des droits de l'homme.

Par les revendications irrédentistes, par la présence de leurs uniformes noirs, les fascistes avaient influé sur la vie politique mentonnaise : inquiets ou exaspérés, un certain nombre de Mentonnais avaient choisi l'antifascisme, et des organisations antifascistes s'étaient constituées. Il ne faudrait pas en conclure pour autant que les Italiens antifascistes jouissaient de la considération de la population mentonnaise. Leur présence aux réunions n'était pas

¹³ A.D.A.M. Rapport mensuel du commissaire spécial, 4 M 111, 1er mars 1925.

¹⁴ A.D.A.M. Rapport du préfet, 4 M 1402, 1924

¹⁵ Il est d'ailleurs notable que Menton eut sa Casa en 1929, soit trois ans avant la ville de Nice.

toujours bien acceptée même par les militants mentonnais de gauche, et de son côté, la droite ne cachait pas toujours une certaine sympathie pour Mussolini, tempérée, il est vrai, par les revendications territoriales de ce dernier. La droite voyait dans les antifascistes italiens une troupe de révolutionnaires venus semer le trouble à Menton, et la discorde avec la "soeur latine"; aussi ne cessait-elle de réclamer l'expulsion des meneurs.

Quels sont donc les moyens de communication utilisés par les organisations et par les personnalités qui les animent ? Ce sont avant tout les paroles qui permettent aux nouvelles de se répandre et aux personnes de se faire connaître. Dans cette société où la renommée, les contacts et les relations avaient tant d'importance, les discussions et les rencontres étaient essentielles. C'est au café qu'avaient lieu discussions, disputes et tractations électorales. Surtout, les arrière-salles des cafés étaient souvent mises à la disposition de certains partis politiques pour les réunions de section : au Café du Siècle se rassemblaient les radicaux, et plus tard les partisans du Front Populaire ; le Terminus était le point de ralliement des fontanistes ¹⁶, et les habitués du bar Quick à la fin des années 30 étaient pour la plupart affiliés au P.P.F.

Cependant les conversations, les rencontres ne suffisaient pas toujours, surtout en période électorale. Les partis organisaient alors des réunions. Seules occasions de rencontrer, d'écouter ou d'apostropher les candidats, ces réunions attiraient souvent une audience importante. Dans cette ambiance d'attente, le succès d'un discours reposait presqu'entièrement sur les qualités oratoires du conférencier. Ainsi, Henry Torrès possédait le privilège d'une belle voix et de dons d'orateur savamment cultivés au cours de sa carrière d'avocat, qui lui gagnaient souvent les auditoires. Les réunions dégénéraient parfois en affrontements entre militants, ce qui provoquait des échanges d'horions. Mais cela ne s'arrêtait pas là et, lors de la campagne des législatives de 1932, certaines réunions publiques furent interrompues par des lancements de grenades lacrymogènes...

Cependant pour importantes qu'elles fussent, les conversations et les réunions ne suffisaient pas. Les écrits ne sont pas à négliger. Ils sont de deux sortes : d'une part, les tracts et affiches, d'autre part les journaux. Les affiches étaient surtout utilisées par le Parti communiste, les comités antifascistes ou, à l'autre extrême, par les Jeunesses patriotes et l'Action française. Leur couleur indiquait de quel parti elles émanaient. Il pouvait s'agir de simples affiches de propagande, mais parfois aussi de placards portant des textes denses et permettant aux organisations d'exprimer leur émotion ou leur indignation après un événement local ou national marquant...

En ce qui concerne la presse locale, Menton connut au cours de l'entre-deux-guerres seize publications qui entendaient se faire l'écho des espoirs mais aussi des disputes et des troubles qui soulevaient Menton. Leur durée de vie moyenne était très courte : huit ne vécurent pas un an. Les difficultés financières peuvent expliquer en partie ce caractère éphémère, mais ce dernier tient plus encore à la nature de la presse locale de l'époque : un journal était avant tout un moyen d'exprimer son opposition ou son point de vue sur une situation donnée, crise municipale, campagne électorale, ou tout autre problème. Une fois la crise dénouée, le journal n'avait plus de raison d'être et disparaissait. Ces feuilles étaient souvent rédigées de façon agréable, sans grande éloquence, mais pouvaient être extrêmement venimeuses. C'est le cas par exemple de la *Défense Mentonnaise* : appartenant à ce qu'il était convenu d'appeler "droite modérée", créée pour lutter contre la municipalité Camaret et le député Torrès, elle comportait un certain nombre d'articles particulièrement violents, antisémites et antimaçonniques.

-

¹⁶ Partisans de François Fontana qui fut maire de Menton de 1919 à 1929

Malgré le peu de développement des moyens de communication modernes comme la radio, nous voyons que les différents protagonistes de la vie politique mentonnaise disposaient de tous les éléments nécessaires pour répandre leurs idées et en débattre.

Ayant défini quelques caractéristiques des acteurs et des vecteurs de la vie politique de Menton dans l'entre-deux-guerres, nous voulons maintenant traiter du profond changement qui affecta Menton au cours de cette période : le passage d'un système essentiellement localiste et clientéliste à une vie politique plus ouverte sur les enjeux politiques nationaux.

• Du particularisme à l'ouverture sur la politique nationale

En 1919, le monde politique mentonnais était encore un univers où les élections municipales étaient le théâtre de rivalités et de querelles entre hommes. Certes ces hommes pouvaient être d'une sensibilité de gauche ou de droite, mais ce n'était pas l'objet de leurs luttes lors des municipales. Chacun de ces notables avait une clientèle, souvent entretenue par les agents électoraux¹⁷, et plus largement un clan, et c'était la lutte entre ces clans qui faisait la lutte électorale. Les rivalités entre droite et gauche ne rentraient en ligne de compte qu'au moment des législatives. Encore élisait-on de préférence des notables depuis longtemps en place tel que Flaminius Raiberti en se fiant à leur réputation plutôt qu'à leur étiquette. En 1925, l'intrusion de la politique dans les élections municipales¹⁸ avait surpris et presque scandalisé. Le refus de la laisser influer sur la vie municipale se traduisit par la réélection de Fontana. Cependant, une première brèche s'était ouverte dans le monde clos du particularisme mentonnais : pour la première fois les considérations issues des scrutins nationaux avaient failli changer la donne. Les élections de 1929 avaient à nouveau été animées par les oppositions de personnes et Firpo¹⁹ victorieux donnait la victoire au clan de Firpo.

C'est au cours des années 1930 que le changement se fit de façon irrévocable. Il est certain que par une vieille habitude les Mentonnais continuèrent de personnaliser les partis, parlant de Firpistes, de Torressistes ou de Fontanistes. Nous ne pouvons d'ailleurs nier que les sympathies et le clientélisme aient perduré, ne serait-ce que parce que la corruption sévissait encore, et que les agents électoraux remplissaient toujours leur office. Mais peu à peu il n'était plus question seulement de personnes, mais de gauche et de droite, de réactionnaires et de républicains, et même parfois de cléricaux et de laïcs. L'apparition progressive des partis et des ligues le confirme : la politique s'imposait à Menton.

Expliquer cette disparition graduelle du particularisme, cette ouverture sur le reste de la nation serait difficile. On ne peut que faire état de plusieurs facteurs : l'influence de l'école qui contribue à l'extinction du Mentonnais, tout en rapprochant les élèves de la France dont elle exalte l'histoire ; l'influence de la guerre et la diffusion des moyens d'expression qui permettent aux Mentonnais de mieux comprendre qu'ils sont Français ; enfin, l'installation à Menton de tant de *fourestié* qui altère la cohésion de la population mentonnaise et provoque le renouvellement de la classe politique mentonnaise. On peut d'ailleurs constater l'importance du parachutage de Torrès : avec lui la politique politicienne et les combats de partis s'installent définitivement à Menton.

¹⁷ Les agents électoraux étaient des personnages essentiels de la vie politique. Ils se louaient aux candidats, et avaient pour charge de protéger leur employeur, et d'autre part d'agrandir son électorat, par des promesses ou par la corruption.

¹⁸ La droite catholique reprochait au maire sortant, Fontana, de s'être présenté l'année précédente aux législatives sur les listes du Cartel.

¹⁹ Marcel Firpo est élu en 1929 sur la liste Bougon qu'il dirigeait en sous-main. Il fut ensuite élu conseiller général en 1930 mais dut laisser le siège de député à Torrès en 1932.

Les Mentonnais choisirent alors pour désigner la droite et la gauche deux mots mentonnais imagés les partisans de la droite étaient appelés "Lüjambos" c'est-à-dire lucioles, et les hommes de gauche "Moscasse", les grosses mouches. La droite expliquait que les lucioles sont plus belles que les mouches et que de même la droite est plus florissante que la gauche. La gauche expliquait que les lucioles qui ne voient que les fleurs ne connaissent pas les mêmes problèmes que les mouches obligées de se poser sur les excréments du fait de leur pauvreté. Mais bientôt les mouches se soulèveraient et prouveraient aux lucioles qu'elles ne leur étaient pas inférieures. Ainsi étaient symbolisées les rivalités électorales et la lutte des classes. Ainsi Menton s'appropriait-elle ces notions étrangères et s'efforçait-elle de croire qu'elle avait encore affaire simplement à deux clans ²⁰.

L'entre-deux-guerres a donc été caractérisé à Menton par une ouverture sur la vie politique nationale. Voyons maintenant le déroulement chronologique des faits.

L'ERE FONTANA: PROSPERITE ET STABILITE (1919-1929)

Les élections municipales eurent lieu le 30 novembre 1919, soit deux semaines après les législatives. Se trouvèrent face à face d'une part Fontana, ancien maire, et ses partisans, et d'autre part les ennemis de cette municipalité, pour la plupart eux-mêmes conseillers sortants. Ces derniers, parmi lesquels on trouvait Gléna, Gena, Laurenti et surtout Adrien d'Adhémar de Lantagnac, avaient fondé un Comité républicain d'intérêt local. Mais la popularité et l'influence de Fontana étaient si fortes qu'il n'avait point à craindre de telles rivalités. La seule réunion publique qu'il organisa et dont nous ayons connaissance fut un triomphe : près de mille cinq cents personnes vinrent y assister. Précis, sérieux, Fontana sut démontrer, chiffres et preuves à l'appui, que sa gestion des affaires communales avant guerre avait été irréprochable. Son discours lui valut une ovation de la part des personnes présentes²¹.

Aussi, ces élections municipales virent-elles la réélection au premier tour de huit conseillers sortants ; un neuvième fut élu au second tour. Le maire élu en 1919 allait rester en place jusqu'en 1929, et c'est ce que nous appelons l'ère Fontana. Il nous a donc semblé légitime de tracer brièvement son portrait.

Né le 2 septembre 1868, Louis François Joseph Fontana appartenait à une vieille famille mentonnaise honorablement connue. Son père, François Constantin Fontana était un négociant aisé, mais le futur maire ne reprit pas le négoce paternel. Ses qualités de gestionnaire le poussèrent à administrer différentes sociétés. A trente-six ans, il se sentit attiré par les affaires municipales. Il devint conseiller municipal sous Emile Biovès. Celui-ci démissionna en 1905. De nouvelles élections furent organisées et Fontana élu. Réélu en 1908 et 1912, il démissionna à son tour en 1914 pour rejoindre son unité comme capitaine de complément. Sa conduite durant les campagnes de 1914 à 1918 lui valut la légion d'honneur. C'est donc auréolé d'un certain prestige militaire bien propre à lui attirer le soutien des Anciens combattants qu'il revint à Menton.

Ainsi en 1919, ce petit homme à barbiche, toujours coiffé d'un chapeau mou, est, à Menton, un notable. Ses origines mentonnaises lui permettent de bien connaître la population, la langue et les us et coutumes de sa ville ; il satisfait ainsi au particularisme de Menton. Déjà maire avant 1914, il a été apprécié pour ses qualités de gestionnaire, malgré certaines querelles de personnes. Longtemps président du Syndicat agricole et horticole du canton de Menton, il connaît à fond les difficultés de l'agriculture mentonnaise. Ses qualités

²⁰ Les deux appelations survécurent à la guerre pour ne disparaître que peu à peu au cours des années 60.

²¹ A.D.A.M. Rapport du commissaire spécial, 3 M 274, 28 novembre 1919.

d'administrateur lui valent d'ailleurs pendant la période où il est maire après la Première guerre mondiale d'appartenir à bon nombre de conseils d'administration, dont celui de la grande parfumerie créée en 1921, et celui de la Banque populaire. Quelques adversaires ont pu murmurer à ce propos que Fontana abusait de son autorité pour s'imposer ainsi à la tête des grandes entreprises naissantes. Mais il semble qu'il ne s'agisse là que de calomnies sans fondement et qu'en fait sa probité ait été reconnue par l'ensemble de ses concitoyens. Un seul point d'ombre entachait ce parcours sans faute d'édile. Un point apparemment sans importance et sans rapport avec la politique puisque relevant uniquement de la vie privée de Fontana : marié avec Marie Palmaro, il avait divorcé pour épouser en 1913 Marguerite Bègue. Le divorce n'était pas alors entré dans les moeurs, et l'Eglise catholique le condamnait plus fermement qu'aujourd'hui, surtout lorsqu'il était suivi, comme là, par un remariage. En divorçant, nous pouvons donc supposer que Fontana s'était aliéné certains électeurs dévots ou rigoristes ; cet argument fut d'ailleurs utilisé en 1924 quand le maire de Menton voulut se présenter à la députation.

Maire de 1905 à 1929, François Fontana avait, outre la naissance et les relations, les manières d'un notable de la IIIe République, par sa bonhomie et sa disponibilité, par l'aspect presque paternaliste de son attitude. Le mot paternaliste que nous utilisons ici ne doit pas porter à sourire, ni être pris en mauvaise part. Peut-être eût-il été plus juste de préférer le terme paternel, tant le mot paternaliste a, aujourd'hui, mauvaise presse. Mais c'est bien cette idée d'un père à l'écoute de ses enfants qu'évoque l'image de Fontana, telle que nous l'ont décrite les personnes interrogées : marchant dans les rues de Menton, canne à la main, s'arrêtant à tout moment pour écouter les doléances ou les suggestions de ses administrés, constatant lui-même l'existence d'un trou dans la route et ordonnant aussitôt les réparations nécessaires... Chaque année, il organisait à ses propres frais une réception à laquelle toutes les personnes importantes de la ville étaient conviées.

Quelle était la couleur politique de cet élu ? Il a laissé dans les mémoires le souvenir d'un homme de gauche. Son indéfectible amitié pour Blasco Ibanez, ses préoccupations sociales (il était entre autre le président fondateur du Dispensaire d'hygiène sociale et de préservation antituberculeuse²²) accréditent cette thèse. De plus, il se présenta en mai 1924 aux élections législatives sous l'étiquette du Cartel des Gauches. Faudrait-il lui reprocher son attitude relativement cordiale envers l'Italie fasciste naissante, et voir en cela une contradiction avec son apparence d'homme de gauche ? Ce serait une injustice profonde. Lorsqu'il rencontre les représentants des fasci, ou assiste aux anniversaires de la Dante en 1922 et 1923²³, Fontana ne fait qu'espérer avec tous ses concitoyens et, plus largement, avec tous ses compatriotes, que l'union entre celles que l'on appelait alors les deux soeurs latines irait en s'affermissant, sans se préoccuper des régimes respectifs... Comment expliquer alors que les commissaires aient paru sceptiques à l'annonce de la profession de foi radicale de Fontana ? Peut-être faut-il y voir une preuve de plus du peu d'intérêt apparent apporté jusque là par le maire et la population mentonnaise à la politique.

D'ailleurs, quand Fontana voulut tout de bon jouer un rôle proprement politique, il n'y réussit point.

En 1924, en effet, Fontana décida de se présenter aux élections législatives sur les listes du Cartel dites d'Action républicaine. Deux autres listes étaient également en compétition à Menton pour obtenir un siège à l'Assemblée nationale : celle du Bloc Ouvrier Paysan (B.O.P.), animée par les communistes et à laquelle appartenait Virgile Barel, et la liste

_

²² Le Petit Niçois du 4 mai 1924.

²³ A.D.A.M., Rapport du commissaire spécial, 22 avril 1923, 4 M 109.

d'Union Républicaine Démocratique, autrement dit la liste du bloc national... Les membres de la municipalité s'engagèrent aux côtés du maire. De là à dire que toute la municipalité partageait le programme de gauche radicale défendu par les membres de l'Action républicaine, il y a un pas que l'on ne saurait franchir allègrement. Il semble que Husson, président du Comité d'action républicaine, et proche de Fontana, ait résumé le sentiment général en affirmant : "Il faut que le nom de Monsieur Fontana triomphe aux élections législatives du 11 mai, puisqu'on a la bonne fortune de posséder un candidat auquel on pourrait s'adresser en cas de besoin, sans aller solliciter dans d'autres villes"²⁴.

Nous sommes donc en présence, comme nous nous en doutions, non pas d'un soutien dû à une conviction idéologique, mais aux liens avec le candidat dans l'intérêt bien compris de la ville.

Vint le jour du vote. La participation avait été assez élevée : 76,32%. Les communistes dont c'étaient les premières législatives, obtenaient 6,4% des voix. Ce n'était pas très satisfaisant, car il ne faut pas oublier que les communistes bénéficiaient de toutes les voix d'extrême gauche, les socialistes n'étant pas représentés. A Menton, Barel recueillait nettement plus de voix que les autres candidats de sa liste : le charisme de l'instituteur et le fait qu'il résidât à Menton expliquent sans doute cette préférence. La droite emportait la victoire. Dans la seconde liste, seul Fontana obtenait plus de 900 voix : une fois de plus, nous pouvons constater l'importance qu'avait le clientélisme et la notabilité à ce moment. Cependant Barety et Ricolfi dépassaient Fontana : leur popularité y était pour beaucoup, mais aussi leur appartenance à la droite. Ainsi la politique avait-elle, lors de cette élection , pris le pas sur la fidélité au maire.

Un an après son échec, Fontana se représentait devant les électeurs. L'année 1924 avait apporté des changements sensibles dans l'électorat et dans les dispositions des Mentonnais. La nouvelle organisation décidée par le Comité central, associée à l'expulsion de plusieurs militants italiens avait bouleversé le communisme local. Aussi les communistes décidèrent-ils de ne point présenter de candidat aux municipales, alors que des listes communistes existaient à Nice, Cannes, Antibes, Vallauris et Spéracédes. En réveillant l'anticléricalisme, et en inquiétant l'Eglise catholique, l'année 1924 avait également provoqué une réaction de la part des catholiques fervents et la naissance de ligues telles que la Fédération nationale catholique. A Menton, cette dernière apparue au début 1925, connut un succès certain²⁵.

Au moment d'affronter le scrutin, Fontana devait donc compter avec un certain nombre de facteurs. Sa gestion et la bonne marche de Menton lui valaient des amis fidèles et dévoués, ainsi qu'une clientèle importante. Au contraire les rivalités et les querelles auxquelles venaient s'ajouter des problèmes idéologiques, lui créaient un nombre d'ennemis déterminés. Le meilleur atout de Fontana semblait être que ses ennemis ne trouvaient point de candidat susceptible de le vaincre. Pour cette raison, et parce que l'on comptait que l'ensemble de la population aurait un vote "de tradition" exempt de politique, la balance semblait devoir pencher en faveur du maire sortant.

Fontana avait choisi de placer ces élections sur un plan strictement municipal et édilitaire. Pour bien marquer ce choix, il composa une liste dans laquelle entraient, certes, nombre de ses conseillers municipaux du moment, mais aussi quelques modérés et même des personnes dont les sympathies allaient plutôt au Bloc national mais sur lesquelles il savait pouvoir compter. D'autre part, pour ne pas effaroucher les catholiques, Fontana avait choisi de

²⁴ A.D.A.M., Rapport du commissaire de police, 18 avril 1924, 3 M 191.

²⁵ A.D.A.M., Rapport mensuel du commissaire spécial, 1er avril 1925, 4 M 111.

ne pas faire mention dans son programme de la question religieuse. Enfin le programme s'intéressait avant tout au développement et à la prospérité matérielle de la ville. Malgré les efforts de ses adversaires et le soutien que leur apportait l'Eglise, Fontana fut réélu maire de Menton...

L'échec de Fontana en 1924, sa réélection en 1925, ces campagnes qui furent pour la première fois vives et "d'une acuité inconnue jusqu'ici" sont révélatrices d'un fait essentiel. En effet, la formation de trois listes bien déterminées, aux programmes idéologiques et politiques nettement orientés lors des législatives, marquent une timide tendance à la politisation des élections. Certes, aux élections de 1919, il y avait eu également des listes, et elles étaient également orientées, mais de façon modérée, pourrait-on dire, sans dogmatisme. Surtout, l'originalité des élections de 1924 tient à ce que cette fois le monde des clans et des clientèles se heurte pour la première fois à la politique proprement dite. Les oppositions, les tiraillements dus au programme soutenu par Fontana ont déchiré ses électeurs traditionnels. Ceux-ci se sont trouvés partagés entre la fidélité à leur maire et la nécessité d'un choix idéologique, nécessité ressentie surtout à propos de la question religieuse. La défaite de Fontana peut donc être comprise comme une première intrusion victorieuse de la politique dans le monde, jusque là bien clos, des élections mentonnaises. Un an après, les passions politiques et religieuses n'étaient pas calmées. Cette fois, elles tentaient d'influer sur un domaine sur lequel elles n'avaient eu jusque là aucune prise. En se présentant avec un programme strictement édilitaire, le candidat Fontana voulait certes gagner des électeurs qu'aurait effarouchés l'énoncé de ses convictions. Mais, plus fondamentalement, il obéissait à la conviction que seuls les intérêts de Menton devaient retenir l'attention, les événements nationaux ne devant avoir aucune incidence sur les élections locales. En lui renouvelant leur confiance, les électeurs montrèrent qu'ils gardaient cette même certitude. Ceux-là mêmes qui avaient voté contre lui aux législatives lui donnèrent sans hésitation leur suffrage. Il est d'ailleurs amusant et significatif de constater qu'aujourd'hui les personnes ayant connu cette époque et même les plus fervents catholiques n'ont gardé aucun souvenir des attaques portées contre Fontana lors des élections municipales.

Les élections de 1925 traduisent donc un sursaut du particularisme mentonnais devant l'intrusion de la politique proprement dite. Celle-ci devait pourtant, dans les années qui suivirent, occuper une place de plus en plus important dans les esprits.

Le règne de Fontana continua aussi calme que par le passé. Il semble que les querelles ne se soient poursuivies qu'en sourdine durant ces dernières années prospères de Menton. Les touristes étaient toujours nombreux, et pourtant déjà se faisait ressentir un ralentissement économique que la crise mondiale allait bientôt précipiter. Les seuls nuages étaient l'inflation qui frappait, même durant la morte saison, les produits de première nécessité. Ainsi, les années 1920 ont été celles de Fontana. Ce règne sans interruption a coïncidé avec une période de prospérité économique. Menton vivait alors dans le calme et la confiance. Le système clientéliste et le particularisme restaient prédominants, même si les élections de 1929 avaient montré l'existence d'une fêlure du dit système.

L'année 1929 va marquer un tournant décisif dans l'histoire de Menton. Elle est pour cette ville le début du temps des crises.

LE TEMPS DES CRISES : DE BOUGON A DURANDY (1929-1939)

Siégeant à la mairie depuis 1909, Fontana devait subir, même en ce pays de traditions, l'usure du pouvoir. Son long mandat le faisait ressembler, selon la presse de

l'époque, à "un podestat dans son fief"²⁶. Il décida néanmoins de se représenter aux élections municipales de 1929... Son adversaire le plus redoutable était Marcel Firpo qui se présentait sous l'étiquette Républicain de gauche. Les communistes avaient formé une liste dont Badi avait pris la tête, et qui ne comptait, lui compris, que sept membres. Dans leur profession de foi, les candidats du P.C.F. paraissaient laisser au second plan l'action communiste proprement dite et faire porter leurs principales préoccupations sur les questions strictement municipales "vues sous l'angle de la conception ouvrière"²⁷. Ainsi les communistes avaient tiré des enseignements des élections précédentes, et se rendaient compte de la nécessité de programmes locaux. Il faut reconnaître que cela ne leur fut pas favorable.

La lutte s'annonçait ardente. Chacun des deux candidats avait pour tribune un journal local. Fontana pouvait compter sur l'appui du *Petit Mentonnais*, "journal satyrique et frondeur", dont le directeur et rédacteur en chef se trouvait être Laurent Fornari, cousin du docteur Fornari conseiller municipal. Cet hebdomadaire était, comme le montrait d'ailleurs son titre, de tendance radicale, et voyait en Fontana le représentant des idées républicaines au service de la ville... Quant à Firpo, il bénéficiait de l'appui du *Progrès de Menton*, fondé en 1913 par l'imprimeur Ciquet, et qui s'intitulait le *Journal des intérêts locaux*. Les deux journaux se ressemblaient par leur type d'arguments d'ailleurs communs à toutes les publications de ce genre à l'époque : quelques déclarations ou lettres ouvertes, quelques slogans, mais surtout des propos et des textes très courts, acides et allusifs.

Marcel Firpo, qui s'était surnommé Pié Moungougna, c'est-à-dire Pierre-qui-grogne, se présentait lui-même comme un "candidat protestataire", et affirmait n'être guidé que par la vérité et le souci de l'intérêt du pays, lui le "vieux lutteur (...) seul et sans million, riche seulement de sa volonté, de son profond amour pour le pays natal", avide seulement de servir... Protestataire, il ne ménageait pas ses accusations à la municipalité Fontana. Elles étaient fort dures pour l'administration municipale dont il condamnait l'apathie et qu'il accusait de malhonnêteté. Fontana lui répondit dans une lettre ouverte qui parut dans Le Petit Mentonnais du 1er mai 1929²⁸. Dans cette lettre, Fontana flétrissait les attaques de Firpo qu'il attribuait à "cette haine dont vous me poursuivez avec quelques uns de vos amis depuis plus de vingt ans, essayant par tous les moyens de paralyser mon action municipale, de semer la division et le doute". Fontana rangeait donc Firpo parmi ces ennemis qui, à chacune des élections, à chacun des événements, avaient tenté de dresser la population mentonnaise contre lui. Notons cependant que jusque là nous n'avions pas trouvé le nom de Firpo mentionné dans les divers comités opposés à Fontana. Ce dernier continuait sa défense en rappelant dans quel état il avait trouvé au sortir de la guerre les finances de Menton et indiquait aussi qu'il avait non seulement su rééquilibrer le budget de la ville, mais que la situation financière étant "parfaitement saine", "l'heureuse période des réalisations (des grands projets édilitaires) est maintenant arrivée". Il condamnait fortement Firpo d'accuser ainsi ceux qui étaient au service de la ville.

Les deux candidats ayant ainsi chacun affiché son aversion et, le mot n'est pas trop fort, son mépris pour son adversaire, ils se préparèrent au vote. Fontana élabora sa liste, dans laquelle entraient un certain nombre de ses anciens conseillers municipaux. Firpo pour sa part choisit une tactique aujourd'hui interdite : au lieu de former une liste de vingt-sept noms, il décida d'en présenter une sur laquelle serait écrit vingt-sept fois... son propre nom ! Ainsi serait-il sûr d'être élu. Effectivement, lors du premier tour des élections, le 5 mai 1929, Firpo

²⁶ Le Diable à Quatre n° 499, 28 janvier 1929.

²⁷ A.D.A.M. Rapport du commissaire spécial, 30 avril 1929, 3 M 303.

²⁸ Le Petit Mentonnais n°41 du 1er mai 1929

fut le seul élu, avec 1 624 voix... Entre les deux tours, Fontana retira sa liste tandis que Firpo constituait la sienne, qui fut bien évidemment élue au second tour.

Le 18 mai, le conseil municipal réuni vota à l'unanimité l'élection au siège de premier magistrat d'un industriel, Adrien Bougon. Pourquoi Bougon et pas Firpo ? Nous croyons pouvoir dire sans crainte de nous tromper que Firpo lui-même ne désirait point être maire. D'ailleurs, bien que formateur de la liste, il ne fut pas non plus nommé adjoint. En effet, Firpo ambitionnait d'autres sièges plus importants. Il se se désintéressait pas pour autant de sa ville, et la dirigeait par l'intermédiaire de Bougon. Effectivement, Adrien Bougon, le maire en titre, était un homme affable et discret, mais semble-t-il sans grande volonté. De plus, il lui manquait des qualités nécessaires à l'homme politique et au notable. Ses administrés lui reprochaient de ne pas avoir la simplicité et la bonhomie d'un Fontana. Plus distant, il manquait apparemment de chaleur, ce qui ne le prédisposait pas au contacts avec la population. Nous ignorons tout de ses convictions, de ses idéaux et de ses voeux pour Menton, sauf une chose, qui lui fut d'ailleurs abondamment reprochée : Bougon était un catholique fervent. Il n'en fallait pas plus pour que les éléments de la gauche et les républicains stigmatisent la dictature de l'Eglise : "la plus noire réaction, pêchée dans l'ombre des cryptes, tramée à Bordighera dans les jésuitières, est entrée à la mairie"²⁹.

Cela mis à part, nous ne savons rien. Il est d'ailleurs remarquable que le nom de Bougon apparaisse si peu dans les journaux, ou même dans les rapports de police. Seul, le nom de Firpo courait sur les pages. Nul ne s'y trompait : ni la rumeur populaire qui affirmait : "sus a taupia de Firpo se font les conseils municipaux", ni la police qui accolait systématiquement à son nom ces mots "maire in partibus" 30, ni surtout ses adversaires. Rien n'était plus significatif que le titre qui s'étalait en première page du *Petit Mentonnais* le 4 janvier 1930 : "sous le signe de Firpo". L'article qui suivait dénonçait la mainmise de Firpo sur tous les rouages de la municipalité.

Cependant Firpo comptait obtenir d'abord la place de conseiller général en 1930³¹ puis celle de député aux élections de 1932. Il se présenta donc aux élections de 1930, fort du soutien de la municipalité Bougon. Fontana, sans doute blessé par le choix des électeurs aux municipales refusa, malgré les instances de ses partisans, de se présenter. Il fut donc décidé d'opposer à Firpo le docteur Théophile Fornari. Celui-ci était un proche de Fontana et avait été son conseiller municipal tout au long des mandats successifs. Chevalier de la Légion d'honneur, décoré de la Croix de guerre, il était de plus un médecin respecté et connu pour son dévouement.

Ayant accepté de se présenter contre Firpo, il fit paraître la veille des élections cantonales une lettre ouverte aux citoyens de Menton dans le *Petit Mentonnais*³². Cette lettre, assez courte, n'était pas un programme électoral, ne contenait aucune promesse et ne désignait pas expressément quelque projet. Il s'agissait avant tout d'une profession de foi dans laquelle le docteur Fornari entendait se présenter et énoncer les idéaux qui le guidaient. On pourrait considérer cette profession de foi comme celle du candidat républicain mentonnais par excellence. Attaché à la "France unie, grande et chevaleresque", le médecin faisait l'état de ses services de combattant : baptême du feu à Béthencourt, baptême du sang en 1915, en première ligne. Cependant, fîls du particularisme mentonnais, Théophile Fornari ne manquait pas de rappeler qu'il était "issu d'une famille y résidant (à Menton) depuis un temps

_

²⁹ Le Petit Mentonnais, n°45, 11 janvier 1930.

³⁰ A.D.A.M. Rapport du commissaire de police, 26 octobre 1931, 4 M 123.

³¹ Les élections de 1930 sont provoquées par la mort de Flaminius Raiberti.

³² Le Petit Mentonnais n°45 du 11 janvier 1930.

immémorial" et que, exerçant la médecine depuis trente ans et conseiller municipal depuis vingt-cinq, il n'a jamais eu d'autre souhait que de servir son pays. Ses idées étaient, elles aussi, typiques du républicain radicalisant si répandu à l'époque : "ni révolutionnaire, ni réactionnaire", il se disait attaché au respect de toutes les convictions et toutes les croyances pourvu qu'elles ne cherchassent pas à asservir celles d'autrui. Le rêve d'une humanité rendue meilleure par la connaissance et la justice s'alliait au souhait d'une France "jalouse de sa liberté et éprise de grandeur dans l'ordre matériel, intellectuel et moral". Dans cette lettre, il n'était fait aucune mention explicite de Firpo et des griefs que l'on pouvait avoir contre lui. Toutefois, une phrase, significativement placée en début de texte, doit retenir notre attention.

"Sans ambition, SANS ARGENT³³, uniquement préoccupé de l'intérêt de mon Pays, je me présente à vos suffrages".

L'insistance avec laquelle le candidat indiquait qu'il ne disposait pas d'argent, ne pouvait signifier qu'une chose : le docteur Fornari n'a ni les moyens ni le désir de corrompre ses électeurs ; il ne peut sous entendre qu'une chose : le candidat adverse a, lui, de l'argent et s'en sert pour acheter les voix. L'objurgation aux électeurs de conserver leur indépendance relève des mêmes accusations.

Le thème de la corruption, abondamment développé lors de ces cantonales de 1930 par *Le Petit Mentonnais*, est un classique de la vie électorale à Menton et il a rythmé presque toutes les élections de l'entre-deux-guerres. Cependant, appliqué à Firpo, il prend ici une coloration particulière. Pour les adversaires de Firpo en effet, la cause est entendue : l'argent est fourni par l'Italie fasciste. Firpo est un agent à la solde de Mussolini, chargé de vendre Menton à l'ex-soeur latine devenue ennemie. Les électeurs étaient-ils convaincus que ces accusations étaient sans fondements ? N'y prêtaient-ils qu'une importance limitée ? Toujours est-il que malgré elles et malgré les reproches adressés à la municipalité Bougon, Firpo fut élu conseiller général. Il arriva en tête dans toutes les villes du canton, sauf à Castellar où la population avait voté à 59,61% pour son maire Gaziello. A Menton, Firpo arriva non seulement en tête mais ce fut la seule ville où il obtint plus de 50% (52,23% des suffrages exprimés exactement). Le docteur Fornari venait loin derrière avec seulement 39,41% des suffrages. Les heurts s'accrurent.

Parlant de heurts, nous ne pouvons pas taire plus longtemps "l'affaire Blasco Ibanez". Cet épisode, qui aurait pu n'être qu'une péripétie de plus dans la longue suite des querelles, prit une importance démesurée, au point de connaître un retentissement dans de grands quotidiens nationaux. Il avait commencé avant même les élections cantonales ; en fait, dès l'arrivée de la municipalité Bougon au pouvoir... Voilà de quoi il s'agissait. Blasco Ibanez s'était éteint à Menton en 1928. De son vivant déjà, il était le symbole des valeurs et du combat républicains. Sa mort l'auréola définitivement de gloire auprès des radicaux et des membres de la Ligue des droits de l'homme. Malgré l'indifférence, voire l'hostilité des Mentonnais qui ne pardonnaient pas à l'exilé espagnol son arrogance et ses exigences, le maire Fontana décida, avec l'accord et la contribution de la veuve de l'écrivain, d'ériger dans l'un des jardins publics de la ville un monument à la gloire du défunt. Ce monument, un buste, était achevé quand eurent lieu les élections municipales de 1929. Recouvert d'un drap, il attendait son inauguration dans un square dédié à la reine Victoria. La nouvelle municipalité réunie en conseil buta sur ce problème. L'adjoint Depétris estima que le buste n'avait pas à être placé en ce lieu et que si une statue devait s'élever là, c'était celle de la reine Victoria ellemême. Au contraire, le radical Camaret protesta que même si Blasco avait effectivement été peu populaire à Menton, il était de son vivant commandeur de la Légion d'honneur et un

-

³³ Ces majuscules se trouvent dans le texte original.

grand francophile. On devait par conséquent laisser le buste en sa place et l'inaugurer promptement. Firpo se rangea à son avis, et le conseil municipal choisit de différer sa décision. Et le buste tomba dans l'oubli apparent. Mais au mois de janvier, une lettre venue d'Argentine donna un tour nouveau à l'affaire et lança la polémique. Informée sans doute par les membres de la Ligue des droits de l'homme, la veuve de Blasco Ibanez écrivait en effet au maire Bougon et lui disait³⁴que voyant les attaques dont le buste de son mari était l'objet et sachant que les membres de la nouvelle municipalité étaient les plus violents détracteurs de son mari, elle préférait reprendre le buste et le mettre dans le parc de la villa Fontana-Rosa où avait demeuré Blasco³⁵. Cette lettre, de l'aveu même de Bougon, "déplut à la majorité du conseil"³⁶ par son ton cassant et ironiquement accusateur. Aussi dès le 3 février, l'autorisation de transférer le buste fut donnée sans difficulté. La population mentonnaise dans son ensemble, sembla accueillir cette résolution avec une parfaite indifférence. Il n'en était pas de même des adversaires de Bougon et Firpo. Ceux-ci crurent trouver là l'occasion rêvée d'attaquer la municipalité. Après avoir été une question strictement municipale "l'affaire" Blasco Ibanez devint rapidement politique. Elle s'étendit au département par les prises de position de L'Eclaireur du Sud-est et du Petit Niçois. Au mois d'avril, de grands journaux nationaux, tels que L'Oeuvre ou La Lumière en parlèrent. Avec le temps et l'éloignement, les faits grossissaient démesurément. Selon l'hebdomadaire La Lumière³⁷, le conseil municipal de Menton "où sympathisent les amis de Monsieur Marin et les gens d'Action française" ne s'était pas borné à marquer une certaine aversion pour le buste mais avait proféré des injures contre le grand républicain qu'était Blasco Ibanez. Rappelons que si l'on s'en tient strictement aux étiquettes politiques, un seul conseiller municipal de Menton, l'adjoint Depétris, était un "ami de Monsieur Marin", c'est-à-dire un membre de l'Union républicaine démocratique : l'exagération dont faisait preuve La Lumière et ceux qui l'avaient renseigné paraissait flagrante. Se gardant d'oublier que Bougon était catholique, le journal n'hésitait pas d'autre part à expliquer le rejet de buste par l'influence de la "réaction cléricale", qui devait garder rancune à Blasco de s'être fait enterrer civilement. Et il concluait "l'enlèvement de ce buste est une honte pour la France républicaine". Dans le même temps paraissaient dans L'Oeuvre une série d'articles titrés "Le second exil de Blasco Ibanez".

Qui était à l'origine de ces articles et, en conséquence, des attaques contre la municipalité ? Les autorités policières et municipales désignaient, comme principaux responsables, les membres de la Ligue des droits de l'homme et leur dirigeant Théophile Laurent. La section comptait alors environ cent quarante membres pour la plupart hostiles à la municipalité de droite. Or parmi ces membres, il en était deux qui doivent retenir notre attention : le docteur Camaret et Louis Moreno. Tous deux étaient également membres du conseil municipal et avaient voté contre le déplacement du buste. Depuis, ils entretenaient une opposition ouverte au sein du conseil, et pourrait-on dire, sapaient de l'intérieur l'équipe municipale. La polémique devait encore durer un certain temps, d'autant que les membres de la Ligue avaient lancé une souscription aux niveaux local et national pour qu'un nouveau monument à la gloire de Blasco Ibanez fût élevé à Menton.

Il était dans l'ordre des choses que peu à peu les remous provoqués par cette affaire s'apaisassent. Mais ils devaient avoir encore une conséquence. Lors du traditionnel banquet du 4 septembre, Théophile Laurent prononça devant deux cent cinquante personnalités un discours en l'honneur de la République et de Blasco qui, même après sa mort, était poursuivi

³⁴ A.D.A.M. Lettre de Madame veuve Blasco Ibanez au maire de Menton du 2 janvier 1930, 4 M 121.

³⁵ Le buste se trouve encore aujourd'hui dans ce parc.

³⁶ A.D.A.M. Lettre du maire Bougon au préfet du 14 juin 1930, 4 M 121.

³⁷ *La Lumière* n°154 du 19 avril 1930.

par la haine des hommes politiques réactionnaires locaux. Il présenta ensuite chaleureusement l'orateur suivant comme un grand républicain. L'orateur en question se nommait Henry Torrès. Il allait marquer toute la politique mentonnaise des années trente.

• Firpo et Torrès : deux hommes, deux personnalités, deux attitudes politiques.

Il peut paraître étrange d'avoir choisi de faire ici les portraits croisés de Firpo et Torrès. Torrès vient à peine d'apparaître sur la scène politique mentonnaise. Il y brillera de tous ses feux durant six ans. Au contraire, Firpo va bientôt disparaître et reprendre le travail souterrain qu'il menait avant l'élection de 1929. C'est à peine s'ils auront eu le temps de s'affronter. Et pourtant ces deux figures ont une importance essentielle pour la compréhension de la politique qui avait cours à Menton à cette époque. Firpo est le dernier véritable représentant du particularisme politique de Menton et de la race des notables locaux enracinés dans le terroir. Avec le "parachuté" qu'est Henry Torrès, la politique politicienne et les combats de partis s'installent définitivement à Menton.

La dissemblance entre les deux hommes paraissait complète, jusque dans leur physique. Petit, sec, nerveux, Firpo n'avait rien de commun avec l'homme de haute taille, robuste et bon vivant, à la voix forte et chaleureuse qu'était Torrès. Celui-ci était en effet réputé pour son éloquence et ses manières de tribun qui lui gagnaient les faveurs de la foule. Ces dons avaient fait de lui un avocat renommé ; il avait défendu des inculpés célèbres, parmi lesquels l'anarchiste Germaine Berton, Schwartzbard, qui avait tué l'instigateur des pogroms tsaristes, Galmot, ... Il ne semble pas que Firpo, lui, ait eu des dispositions oratoires particulières. Ayant moins de charisme que Torrès, moins de brillant aussi, Firpo paraissait plus doué pour les manoeuvres souterraines que pour le combat à visage découvert. Ses adversaires le sentaient, eux qui le représentaient comme un masque tirant dans l'ombre les ficelles de personnages évoluant à la lumière. Pour usée qu'elle fut, cette image n'en était pas moins pertinente. Intelligent, doté d'une grande finesse, il semble avoir eu une certaine intuition. Reprenant le jugement porté sur Aristide Briand, on disait de lui "il ne sait rien mais il comprend tout"³⁸.

Apparemment, le seul point en commun de ces deux personnages était leur goût pour la littérature, et leurs prétentions littéraires. Et pourtant, cela même attestait du fossé qui les séparait. Habitué à la vie mondaine parisienne, Torrès se plaisait à écrire "des dialogues de films, des adaptations de pièces américaines, des critiques dramatiques (...) il collabore notamment à *Gringoire* et à *L'Oeuvre*"³⁹.

Son principal collaborateur fut longtemps Horace de Carbuccia, le directeur de l'hebdomadaire *Gringoire*. Firpo se consacrait au contraire à la poésie. Ses poèmes, dont une grande partie était écrit en dialecte, consistaient essentiellement en un hymne à la beauté de Menton et un hommage à la finesse de sa langue. Certains de ses poèmes, mis en musique par François Borfiga sont aujourd'hui connus de tous les Mentonnais : C'est le cas d'Ou ver de Mentan (Le val de Menton) qui est devenu "l'hymne" de Menton.

Ce contraste littéraire peut paraître un simple détail. En fait, il est révélateur. Né à Menton, Firpo voue un immense amour à sa terre natale. Elle est pour lui une richesse qu'il aimerait faire prospérer. Sans faire fi de ses ambitions personnelles, on peut affirmer qu'il voulait pour sa ville un avenir radieux et que ce souci lui tenait à coeur. Cet amour touchait non seulement la ville de Menton, mais aussi, nous l'avons vu, sa langue et plus généralement

_

³⁸ Le Petit Mentonnais n°46 du 18 janvier 1930.

³⁹ Dictionnaire des parlementaires.

ses traditions. En cela Firpo s'apparentait aux mouvements qui se sont développés à la fin du XIXe siècle et qui ont donné naissance en Provence aux Félibres et à Nice à l'Academia Nissarda et autres Amic du Rancher. De même que Victor Rocca n'hésitait pas à composer un sonnet en l'honneur de la pissaladière arrosée de vin de Bellet⁴⁰, Firpo chantait les mérites de la pichade et rêvait de fêter ses victoires électorales en dégustant cette spécialité locale en compagnie de ses partisans⁴¹.

En politique, cette adoration du terroir se traduisait de deux façons complémentaires : d'une part Firpo utilisait sa naissance mentonnaise comme argument électoral. Il tablait donc sur ce réflexe que nous avons déjà constaté chez les Mentonnais de voter pour l'un des leurs de préférence à un "étranger". D'autre part, Firpo faisait preuve d'un particularisme actif. Il est difficile pour l'historien de jauger ce qu'était le particularisme de Firpo dans ces années d'entre-deux-guerres. Il faut effectivement essayer de ne pas juger d'après les actions ultérieures de Firpo. Durant la guerre en effet, Firpo présida, avec l'aval des autorités italiennes, "U comitatu de traditiu Mentunasche" Ses actes et certains de ses discours, dont une phrase resta fameuse "Ou camen de Mentan passa da Milan" le firent condamner à la fin de la guerre pour collaboration avec l'ennemi. Pouvons-nous considérer que déjà avant la guerre Firpo désirait que Menton soit rattaché à l'Italie ? Il est certain que ses adversaires le lui reprochaient. Ils l'accusaient d'être payé par Mussolini et le comparaient avec diverses personnalités italiennes, telles que Mussolini lui-même ou Mazarin⁴⁴. Cependant, il semble qu'à ce moment Firpo rêvait plutôt d'une ville de Menton libre de toute influence et en mesure de préserver ses traditions.

Face à ce particularisme rêvant d'indépendance et replié sur son pays, sa langue et ses traditions, Henry Torrès était l'homme du dehors. Avant de venir à Menton, il s'était présenté dans un certain nombre de circonscriptions, mais avait échoué partout. De plus, avocat parisien, d'origine espagnole, il appréciait, tout comme son ami Joseph Kessel, le cosmopolitisme de la capitale⁴⁵. Les partisans de Firpo en tiraient argument pour dire qu'il ne saurait comprendre Menton. Certains renchérissaient même en disant que, qui plus est, Torrès est juif et que dans ce pays frontalier la présence à un poste de responsabilités d'un "apatride" constituait un danger. Ces propos antisémites, d'abord exceptionnels, devaient se multiplier au fur et à mesure des heurts.

Enfin, alors que Firpo se rattachait plutôt à la droite mais avait le particularisme pour toute idéologie politique, Torrès était de gauche. A quelle nuance de la gauche appartenait-il exactement ? Il est difficile de le déterminer avec précision. "Avocat du Secours rouge international" pour les uns, il paraît tout à fait modéré à d'autres : ainsi lorsqu'en 1935, il décide de se joindre aux organisations du Front populaire, il est considéré par les socialistes comme un "politicien bourgeois". Ses propres déclarations varient également : républicain socialiste en 1931, il est indépendant de gauche aux élections législatives de 1932 et radical en 1936. Il appartenait en fait au centre-gauche. Ses discours exaltaient la République, le combat contre le fascisme.

Ainsi ces deux hommes si différents étaient-ils l'incarnation de deux attitudes politiques opposées...

⁴⁰ Cité in Ralph Schor, *Littérature et référence identitaires dans le comté*, Cahiers de la méditerranée n°43.

⁴¹ Le Progrès de Menton n°172 du 4 avril 1929.

⁴² Le comité des traditions mentonnaises.

⁴³ "Le chemin de Menton passe par Milan".

⁴⁴ Le Petit Mentonnais n°45 du 11 janvier 1930.

⁴⁵ De Clémenceau à de Gaulle, Torrès.

Les remous provoqués par "l'affaire Blasco Ibanez" s'estompaient lentement, mais ils laissaient place à des rancoeurs. Le souvenir de ces heurts nourrissaient les querelles et donnaient à chacun des arguments dans la lutte. Les hommes de la gauche s'étaient juré de renverser coûte que coûte la municipalité Firpo. Mais ils étaient conscients de leur principale faiblesse : ils savaient ne pas compter dans leurs rangs de personnalité suffisamment forte et prestigieuse pour remporter les suffrages. Seul Théophile Laurent eût pu peut-être pallier ce manque, mais ce fonctionnaire ne désirait point avoir la lourde charge d'une ville. C'est dans ce contexte que Torrès vint à Menton. Qui lui proposa de venir ? Nous ne le savons pas avec certitude. Habitué à courir la France pour les différentes campagnes auxquelles il avait participé, il ne vit sans doute point d'obstacle à venir à Menton. Accompagné de sa femme Suzanne, il loua la villa La Pointe au Cap-Martin. Autour de lui se groupaient les membres de la Ligue, les électeurs resté fidèles à Fontana, et toujours Camaret et Moreno qui avaient définitivement tourné le dos au reste du conseil municipal... De prime abord, peu d'observateurs crurent à une possible victoire de l'avocat sur le conseiller général en place, Firpo. Certes, tous reconnaissaient les dons d'orateurs de Torrès. Mais ses échecs électoraux successifs, son arrivée récente à Menton et son ignorance de fait des réalités politiques mentonnaises semblaient constituer des obstacles trop importants. Insensible à ces pronostics, Torrès entreprit de donner un cycle de conférences. Significativement, la première était consacrée à un éloge de Blasco Ibanez, preuve que Torrès continuait dans le droit-fil des heurts qui avaient précédé sa venue.

Les résultats du premier tour des élections cantonales ne créditaient l'avocat que d'un très léger avantage. Mais au second tour l'écart s'accrut : Torrès obtint 45,16% tandis que Firpo devait se contenter de 37,2%.

la victoire de Torrès fut aussitôt contestée, et un dossier de pourvoi fut formé à son encontre : il était en effet accusé par plusieurs personnes de corruption et de diffamation à l'égard de Marcel Firpo. Ces plaintes étaient extrêmement sérieuses et graves. Cependant, après examen, le préfet conclut que l'on ne pouvait, faute de preuves suffisamment convaincantes, les prendre en compte.

Torrès fut donc élu, à la stupéfaction d'une partie des observateurs et des électeurs. C'est alors que les véritables intentions du nouvel élu, et plus encore de ceux qui le poussaient, se découvrirent pleinement : leur véritable but, encore caché jusque là bien qu'aisément prévisible, était d'amener la municipalité à démissionner. Une entrevue entre Torrès et Bougon eut lieu et enleva toute illusion à ceux qui pouvaient encore croire que cette élection n'aurait point de retombées sur la municipalité. Cependant, il fallait plus que la défaite du "maire in partibus" pour renverser cette municipalité. Et c'est sans doute pour cela que Torrès entreprit de conquérir le fauteuil de député.

Durant cette campagne les positions politiques se durcirent. Le parti radical entreprit de former une section, ce qu'il n'avait jamais réussi auparavant ; les relations se tendirent à nouveau entre catholiques et anticléricaux et Marestan commença de donner des conférences sur les crimes de l'Eglise ; Henriot et Ybarnegaray organisèrent également des conférences très suivies pour le compte de la Fédération républicaine. Dans cette atmosphère encore alourdie par la haine entre firpistes et autres, il était naturel que les polémiques fussent violents. Forte de la brillante conduite du candidat Bastianelli durant la guerre, la droite n'hésita pas à publier un document militaire affirmant que Torrès avait déserté lors de son service militaire. Torrès protesta que ce document était faux... Mais un doute, en fait, persista ; Torrès était la cible privilégiée de tous les autres candidats. Gilli, "l'enfant du pays", attaquait avec virulence cet étranger à la solde de Moscou. Et le camarade Henri Rouxel, un

communiste né en 1906, membre des Amis de l'U.R.S.S., décrivait Torrès comme un "aventurier politique de la pire espèce qui n'abusera pas un seul ouvrier par sa démagogie".

Torrès ne se laissait pas faire et lors des meetings, il lui arrivait fréquemment d'assimiler Bastianelli à l'extrême-droite et à la Camora... Mais les violences n'étaient pas seulement verbales. A la fin du mois d'avril, c'est-à-dire quelques jours seulement avant le scrutin, un incident éclata lors d'une réunion de Torrès. Le compte-rendu du *Petit Niçois* indique que, alors qu'il arrivait seul au pied de l'estrade, Torrès fut "renversé et piétiné" par une douzaine de turcos sous le regard de Bastianelli. Relevé, il s'employa à retenir ses amis accourus. Le soir même, alors que Torrès tenait une réunion dans le garage Oberto, des hommes recrutés par Bastianelli à Toulon et Marseille frappèrent certains assistants et lancèrent des gaz lacrymogènes⁴⁶. De son côté, *L'Eclaireur* donnait une version un peu différente, indiquant que s'il était vrai que Torrès avait été un peu molesté, ses partisans avaient frappé précédemment des électeurs de Bastianelli et traité ce dernier de fasciste.

D'autres incidents furent à déplorer au cours de cette campagne, dont la rixe qui éclata entre Jean Aicardi et Ange Gaggero, lors de laquelle Aicardi fut blessé d'un coup de revolver On chuchotait même que le trésorier de Bastianelli, Perrin, trouvé noyé, avait été tué par le "baron" de Lussats, agent électoral de Torrès⁴⁷.

Vint le jour du vote. Torrès arrivait nettement en tête dans la quatrième circonscription. Il obtenait en effet 52,92% des suffrages exprimés sur l'ensemble de la quatrième circonscription alors que Bastianelli n'en recueillait que 35,40%. Cependant, il faut préciser que l'écart était bien moins important à Menton même, où Torrès ne l'emportait qu'avec un avantage de 6% sur son adversaire : 51,19% des suffrages s'étaient portés sur son nom contre 45,9% sur Bastianelli. Ces chiffres étaient d'autant plus éloquents que la participation avait été très importante et légèrement plus forte à Menton (84%) que dans l'ensemble de la circonscription (80,35%). Cette victoire remplit d'une joie immense les partisans de Torrès. *Le Petit Niçois* clamait que malgré la pluie jamais victoire républicaine n'avait été plus acclamée. "Une grande victoire d'idées, la gauche contre la droite" 48.

Ainsi le clivage gauche-droite, jusque là assez atténué, s'affirmait. Cependant, les problèmes municipaux n'avaient bien sûr pas disparu du jour au lendemain. Au contraire cette élection de 1932 était décisive...

Au cours de la campagne électorale des législatives, la municipalité Bougon avait, plus ou moins ouvertement, pris le parti de Bastianelli. Tout l'y portait : ses opinions mais aussi la rancoeur contre celui qui avait ôté à Firpo son siège de conseiller général. De son côté, Torrès ne cachait pas son antipathie pour cette municipalité réactionnaire : ce n'était un secret pour personne que, ainsi que nous l'avons dit plus haut, Torrès et ses amis voulaient renverser la municipalité. Ses éloges de Blasco Ibanez pour ne parler que d'eux, étaient des attaques à peine déguisées. La victoire de Torrès, au terme de cette campagne houleuse, devait sonner le glas de la municipalité. Dès le 2 mai, juchés sur des camions, porteurs de balais et de vestes, les adversaires manifestèrent devant la mairie en chantant et en poussant des cris hostiles à la municipalité, dont "Démission, démission!", malgré les appels au calme lancés par Bougon. Leur nombre fut estimé à cinq mille environ par le commissaire de police⁴⁹. Au sein même du conseil municipal, Camaret et Moreno insistaient auprès de

⁴⁶ Le Petit Niçois du 30 avril 1932.

⁴⁷ Cette affirmation est reprise dans *La Défense Mentonnaise* n°23 du 7 avril 1934.

⁴⁸ Le Petit Niçois du 3 mai 1932.

⁴⁹ A.D.A.M., Rapport du commissaire de police du 2 mai 1932, 3 M 194.

Bougon pour qu'il "s'incline devant le suffrage universel". Bougon protesta contre ce qu'il appelait la canalisation du suffrage universel.

A 17h30, la mairie fut investie. Tandis que Camaret et Moreno annonçaient la démission de la municipalité, des groupes de manifestants, montés à l'étage de la mairie, paraissaient à la fenêtre en chantant la Marseillaise.

Des "élections municipales complémentaires" furent organisées. Fontana renonça à se présenter et conseilla à ses amis de développer leurs efforts dans le sens de la conciliation. Les Torrèssistes mirent en place un Comité républicain d'apaisement et de relèvement économique de Menton. Cependant l'apaisement n'eut guère lieu car des discordes éclatèrent, Camaret et Moreno accusant Bougon et Firpo d'être "uniquement inspirés par une animosité et des rancunes strictement personnelles"⁵⁰.

Les élections eurent lieu le 5 juin. Le docteur Camaret fut élu maire, et toute sa liste fut élue avec lui. Sur qui pouvait s'appuyer cette nouvelle municipalité arrivée à la tête de Menton dans des conditions délicates ? La présence en son sein de cinq anciens conseillers municipaux de Fontana ne doit pas nous laisser croire que Fontana et les Fontanistes se rangeaient tous à ses côtés. Certes, tant qu'il s'était agi de jeter Bougon et Firpo à bas, il en avait été ainsi. Mais très rapidement, ils prirent, semble-t-il, leurs distances avec Camaret. Il est d'ailleurs courant de rencontrer dans la presse de l'époque les trois mots Firpistes, Fontanistes et Camaretistes. Le plus influent des cinq anciens conseillers municipaux de la municipalité Fontana, le docteur Théophile Fornari, devait se fâcher assez rapidement avec Camaret et même conduire plus tard des manifestations populaires réclamant sa démission.

Alors, par qui était soutenue la municipalité Camaret ? Son principal atout, son principal protecteur était bien sûr Torrès dont les victoires successives avaient permis son avènement au pouvoir. Conseiller général, député, Torrès bénéficiait d'une tradition bien établie dans les Alpes-Maritimes, qui conférait au député ou au conseiller général une magistrature morale et politique indéniable sur le reste du personnel politique⁵¹. Avec Torrès, c'était aussi la Ligue des droits de l'homme qui apportait son soutien à la municipalité.

De tous ces appuis, Camaret et ses amis avaient bien besoin. Tous les partisans de Firpo, la droite toute entière indignée par la chute de la municipalité Bougon, se dressaient contre eux.

C'est en effet au cours de cette période que se formèrent à Menton les sections du Parti radical, de la Fédération républicaine, de l'Action française, des Jeunesses patriotes et des Croix de feu. Chacune de ces sections entreprit de propager son message. Aussi le nombre de journaux locaux augmenta-t-il et les réunions et conférences se multiplièrent. Et ces nouvelles sections constituées de Mentonnais rentrèrent dans le champ des querelles municipales mentonnaises. Ces dernières facilitaient d'ailleurs parfois la mise en place d'une nouvelle section à Menton, les adversaires cherchant un appareil et des structures établies sur lesquels appuyer leurs attaques. Ainsi, de plus en plus, la gauche se rangea aux côtés de Camaret-Torrès et la droite sur les noms de Bougon-Firpo pourtant rentrés dans l'ombre.

L'époque n'était pas aux articles nuancés, à la magnanimité, à la mesure. Les polémistes ne reculaient ni devant les injures, ni devant les accusations les plus éhontées. Les appels au meurtre eux-mêmes pouvaient être utilisés, assez rarement il est vrai. A Menton, le ton monta lors des réunions et des conférences, les harangues se firent plus vives. Mais c'est dans la presse écrite que la violence se déchaîna. L'exemple le plus caractéristique de cette

.

⁵⁰ A.D.A.M. Affiche du Comité républicain d'apaisement et de relèvement économique de Menton, 3 M 305.

⁵¹ La tradition politique localiste dans les Alpes-Maritimes (1860-1968), Basso, p. 9.

presse était La Défense Mentonnaise. Ce journal apparu en 1932 était farouchement hostile à la municipalité Camaret et à Torrès. Mais, gagné par la violence ambiante, il ajouta à la polémique l'insulte et la menace. Torrès était bien sûr la cible privilégiée du journal : pour ses promesses non tenues, pour son appartenance à la gauche, mais aussi parce qu'il était juif franc-maçon. La Défense Mentonnaise ne cessait de le rappeler. Reprenant l'accusation de corruption lancée contre l'avocat lors des campagnes électorales de 1931 et 1932, elle affirmait que Torrès n'avait été élu que grâce à l'argent de la "juiverie internationale", "la maquerelle immonde de cette République qu'elle a encanaillée"52. Les juifs avaient, toujours selon le journal intérêt à cette élection : Torrès devait tenir pour eux cette région frontalière face à Mussolini qui leur avait en 1930 porté un grave coup en démantelant "une organisation occulte juive". De plus, en contrôlant cette région très catholique, les juifs voulaient accélérer la destruction de la religion, condition sine qua non de leur puissance. Ce genre de raisonnement fut développé dans une suite d'articles intitulés "le péril juif". Une seconde série d'articles fut consacrée au péril franc-maçonnique. Celui-ci inquiétait particulièrement La Défense car il lui semblait avoir déjà ravagé la municipalité : "Depuis l'arrivée au pouvoir des Camaret et compagnie, la franc-maçonnerie a fait un tel mal à Menton, qu'il est du devoir de ceux qui veulent, sérieusement, le redressement moral, économique et financier du pays, de dénoncer cette officine de mort où, sous la férule d'un primaire hypertrophié, un brelan de bons-à-rien, parce que bons-à-tout ; de juifs véreux ; d'anciens tenanciers de maisons closes, donne des ordres à un conseil municipal d'eunuques, pour asseoir, sur la ruine de notre patrimoine et nos finances, le triomphe du Grand-Orient"53.

Minée par les juifs, menacée par les Franc-maçons, Menton agonisait. Pour la sauver, *La Défense* aurait souhaité employer une solution radicale : "s'il fallait libérer, radicalement, Menton comme la France, comme la République, comme le monde entier, de tout retour des forces mauvaises, il faudrait alors, étrangler le dernier franc-maçon avec les boyaux du dernier juif"⁵⁴.

Mais reconnaissant l'impossibilité de mettre en oeuvre cette solution "parfaite" (!), elle se contentait de souhaiter la ruine de la municipalité Camaret.

De toute part d'ailleurs les accusations pleuvaient sur cette municipalité. Accusée d'incurie, elle se voyait reprocher pêle-mêle d'entretenir un bataillon de chômeurs professionnels "tantôt agents provocateurs, tantôt hommes à tout faire"55, de pratiquer le népotisme, et crime inexpiable en temps de chômage, ne pas employer en priorité des Français, ou plutôt de ne pas employer en priorité les Mentonnais. Ses adversaires considéraient Camaret comme un homme sans grande envergure, une marionnette entre les mains de Torrès et de ses amis. Certains membres éminents du conseil municipal passaient également du côté adverse. Le cas le plus caractéristique fut celui du docteur Théophile Fornari qui démissionna en 1934 en disant ne plus vouloir cautionner une municipalité corrompue. Nous ne sommes pas en mesure de préciser à quel point ces accusations étaient fondées. Il est certain que la gestion de la ville devait être particulièrement difficile à ce moment, car la crise mondiale frappait durement Menton, et le chômage, inconnu jusque là, sévissait. De plus, il nous faut tenir compte de la partialité des attaques, de la mauvaise foi de certains. Cependant, ces attaques étaient si nombreuses, et surtout les scissions et les attaques si violentes au sein même du conseil municipal, que nous devons en conclure qu'au moins une partie des accusations était fondée. Le témoignage d'un docteur Fornari, dont la réputation

⁵² La Défense Mentonnaire n°13 du 27 janvier 1934.

⁵³ La Défense Mentonnaise n°17 du 16 décembre 1933.

⁵⁴ La Défense Mentonnaise n°14 du 3 février 1934.

⁵⁵ La Défense Mentonnaises n°6 du 9 décembre 1933.

d'intégrité et d'honnêteté était au dessus de tout soupçon, doit être considéré comme une preuve suffisante.

Les incidents se multipliaient, mais la crise la plus grave devait éclater à propos de la construction du nouveau casino. C'est elle qui, au cours de nos rencontres avec les anciens témoins, nous fut racontée avec le plus d'animation et de vigueur, elle qui divisa, et le terme n'est pas trop fort, les Mentonnais, elle enfin qui provoqua la chute irréversible de Camaret.

A l'origine de cette affaire, il y a un différend entre la mairie de Menton et les administrateurs du Grand casino de Menton, le Kursaal, magnifique édifice construit au long des Jardins Biovès⁵⁶. Le concessionnaire du casino avait pendant deux saisons consécutives laissé l'établissement fermé. Aussi une sanction du Tribunal de commerce l'avait déclaré déchu de ses droits. Le Kursaal étant fermé et plutôt que de chercher un nouveau concessionnaire, la municipalité Camaret décida de construire un nouveau casino municipal. Son but était alors selon ses dires de rendre à Menton sa prospérité grâce à la présence d'un établissement de jeux de qualité, et, parallèlement, de donner par cette politique de grands travaux de l'emploi aux chômeurs. L'opposition rétorquait qu'il suffisait de se servir du casino déjà construit sans entreprendre de nouvelles dépenses. Mais les protestations devinrent cris de fureur quand fut connu l'emplacement du futur casino. La municipalité Camaret envisageait en effet d'édifier ce bâtiment au bord de mer face aux Jardins Biovès, là où se trouvait alors un jardin public et un kiosque où l'on venait entendre la musique chaque aprèsmidi. Le projet ne fut dès lors plus appelé par ses détracteurs que "le scandaleux projet de Menton", le "projet du vandale" qui voulait ravager la beauté de Menton, "la plus belle parure de Menton". On insistait surtout sur la magnifique perspective qui permettait aux promeneurs se trouvant dans les Jardins Biovès d'admirer à la fois la montagne et la mer et qui allait être détruite si le projet était réalisé. La protestation émise par l'église anglicane voisine qui s'élevait contre la présence d'un temple d'argent à côté d'elle aviva encore la querelle. Non content de ravager la beauté de Menton, Camaret voulait-il scandaliser les touristes anglais et la communauté anglaise?

Cependant, Camaret, décidé à ne pas se laisser impressionner, avait déjà choisi un architecte, Roger Seassal, prix de Rome, et pressenti un certain Chauvelot pour exploiter le casino. Ses adversaires décidèrent alors de "frapper un grand coup". Le 20 août, une manifestation avait lieu, conduite par le docteur Fornari et Marcel Firpo, oublieux de leur querelle personnelle pour s'unir contre Camaret. Les sources sont ici contradictoires, mais il semble que les manifestants, qui devaient initialement se contenter de déposer une gerbe dans les Jardins Biovès menacés, se soient ensuite dirigés vers la mairie au cri de "démission"... Le rapport de la gendarmerie précise que les portes de la mairie étaient cadenassées et l'escalier devant la porte d'entrée gardé par une vingtaine d'agents. Selon Madame Camaret : "Il y avait Chiérico... le docteur Fornari qui criaient "Démission, descends, lâche! "Madame Gilli a crié "Empoisonneur" 57.

Appelés par Moreno, la police et la gendarmerie intervinrent. Une dizaine de personnes furent arrêtées pour outrage à magistrats, entraves à agents de police, coups et blessures.

A Menton, les partisans de la municipalité avaient réellement craint, semble-t-il, de la voir renverser comme celle de Bougon l'avait été en 1932. L'atmosphère se dégradait de plus en plus : les oppositions s'exacerbaient, et l'affaire divisait véritablement la ville : des familles se fâchèrent, des fiançailles se rompirent, des frères se battirent à ce propos. Des

⁵⁷ A.D.A.M. Rapport du commissaire de police du 22 août 1933, 4 M 132.

⁵⁶ Ce casino est appelé aujourd'hui "Palais de l'Europe".

exaltés allèrent même jusqu'à envoyer anonymement des lettres d'insultes et de menaces à Camaret, dont nous extrayons quelques phrases : "Allez mes agneaux, continuez votre oeuvre de destruction, quand elle sera achevée, si vous l'achevez jamais, on vous fera la peau (...). Au revoir, vieux sadique, profite de tes derniers jours"58.

Les journaux locaux continuaient chaque jour leur duel. Et comme quand il s'était agit du buste de Blasco Ibanez, les querelles locales recevaient un écho plus ou moins lointain dans les journaux nationaux : *Le Journal des Débats, Comoedia, L'Ordre* s'élevaient contre "des affairistes éhontés"... Ce duel quotidien devait continuer durant tout le mois de septembre. Le banquet du 4 septembre provoqua des commentaires sans fin. Il nous est difficile de nous rendre compte combien la pression quotidienne des deux journaux était pénible et alimentait et attisait les haines. Cependant, le casino se construisait petit à petit. Il ne restait à ses adversaires que la possibilité de se moquer de sa forme, de son exiguïté et de la série de concessionnaires-fantoches qui se succédaient.

Apparemment, la municipalité Camaret triomphait. Son projet était reconnu et mené à bien. En fait, elle se déchirait. Tous les conseillers municipaux n'avaient point fait bloc autour du maire dans la tempête. Les décisions devinrent de fait de plus en plus difficiles à prendre. Souvent seule l'abstention de certains conseillers permettait de statuer... Même lorsque les articles et les disputes se firent moins fréquentes, les séquelles de cette crise restèrent importantes et sensibles. Effectivement rien n'était réglé : moins bruyante, plus insidieuse, la polémique continuait, empêchant les Mentonnais de se raccommoder... Au même moment, une autre "affaire" éclatait en France et provoquait de graves remous : l'affaire Stavisky. Curieusement, elle eut à Menton de lourdes conséquences. Comme partout en France, l'antisémitisme s'accrut, et donc la haine envers Torrès qui perdait parallèlement l'un de ses meilleurs soutiens, le ministre des colonies Dalimier compromis. La fusillade du 6 février 1934 scandalisa certains pendant que d'autres, inquiets pour la République, se liguaient pour la défendre. Tout cela était classique. Ce qui le fut moins, ce fut le lien que l'on établit rapidement entre Torrès et l'affaire Stavisky. Parmi les comparses accusés se trouvait en effet Gaëtan de Lussats. Tous savaient que ce dernier avait été agent électoral de Torrès. De là à supposer que Torrès était lui aussi mêlé à cette affaire, il n'y avait qu'un pas que les ennemis de l'avocat franchirent allégement. Toujours malveillante, La Défense n'hésita pas à aller plus loin. De Lussats et son complice Carbone dit Venture étaient incriminés dans l'assassinat du conseiller Prince, déposé anesthésié sur une voie ferrée. La Défense rapprocha cette mort de celle de Perrin, le compagnon de Bastianelli, mort noyé en 1932. Elle reprit ce qui n'avait été à l'époque qu'une rumeur vite abandonnée pour en faire une accusation féroce, citant à l'appui de ses dires des articles de *L'Action française* et de *L'Humanité*⁵⁹.

C'est dans cet état d'esprit que se déroula l'année 1934 et que Menton s'achemina vers les élections municipales de 1935. Lassés des attaques, des rixes et des phrases tonitruantes ou assassines, les Mentonnais désiraient en finir et résoudre une fois pour toutes le problème. Ils rêvaient de réunir à nouveau la population de Menton.

Or, pour réunir les Mentonnais, il n'y avait qu'un nombre de solutions réduites. La première consistait à croire contre toute évidence qu'un jour la population toute entière allait se ranger du côté de l'un ou l'autre adversaire. Cependant les griefs accumulés de part et d'autre rendaient cette hypothèse inconcevable. Seule restait la possibilité de présenter aux élections municipales un candidat n'appartenant à aucune des factions en présence. A Menton

⁵⁸ A.D.A.M. Rapport du commissaire de police du 26 août 1933, 4 M 132.

⁵⁹ La Défense n°23 du 7 avril 1934.

toutes les personnalités avaient pris parti, à un moment ou à un autre de la lutte. Il ne restait donc qu'à trouver une personne de l'extérieur. Le choix se porta donc sur Jean Durandy.

Né le 2 octobre 1894, Jean Joseph Louis Durandy a quarante ans lors des élections de mai 1935. Encore jeune mais déjà expérimenté, il paraît être l'homme d'action dont Menton a besoin. Licencié ès sciences, ingénieur de l'Institut électrotechnique de Grenoble, il est à ce moment administrateur délégué de la Société anonyme des travaux ciment Thorrand & Cie. Il a acquis dans l'industrie du bâtiment une certaine renommée qui lui a fait obtenir les charges d'expert auprès du tribunal civil et du tribunal de commerce de Nice. Il est enfin consul à Monaco⁶⁰. Ses états de services militaires sont bons et qui connaît le prestige dont avaient joui durant la guerre les aviateurs mesurera l'avantage que donne à Durandy son ancienne appartenance à l'escadrille 274 avec le grade de sous-lieutenant.

Tel quel, Durandy possédait bien des qualités qui semblaient le prédisposer à être un maire de Menton. Bien qu'il ne fût pas natif de Menton, il n'était pas vraiment étranger dans cette ville. Il s'était en effet marié avec Mademoiselle Sue, issue d'une famille mentonnaise et petite nièce du général de Bréa, que Menton s'enorgueillissait d'avoir vu naître. Sa candidature pouvait donc recueillir les suffrages de ceux qui votaient uniquement pour "des enfants du pays", d'autant que Durandy était propriétaire de trois maisons à Menton : son domicile 2 rue de Bréa, une maison rue Saint-Michel et une autre dans la vallée du Careï. Propriétaire, il disposait d'une fortune personnelle estimée à quatre cent mille francs⁶¹ qui, sans être très importante, lui permettait de faire bonne figure au cours d'une campagne électorale et laissait espérer aux électeurs qu'il ne demanderait, une fois maire, aucun subside. Politiquement, Durandy ne s'était jamais mêlé des querelles municipales. Appartenant à la droite classique, il ne manquerait pas d'obtenir le soutien des Lüjambos et de tous ceux qui, détestant Torrès et Camaret, avaient fait l'amalgame entre la gauche et ces élus.

Néanmoins, le fait que Durandy appartînt à la droite était également une faiblesse pour lui. Depuis le 12 février 1934, les gauches tentaient de se rapprocher pour former ce "front commun" qui allait devenir le Front populaire. Aussi l'opposition avec la droite s'était faite plus radicale. Les menaces nazie et fasciste se faisaient aussi plus pressantes et la gauche avait tendance à considérer toute personne de droite comme un nazi en puissance ou comme un nazi véritable. A Menton, l'unification des gauches avait été précoce et les dirigeants ne voyaient pas d'un bon oeil ce Durandy républicain national et entouré d'hommes de la droite classique.

Malgré cette faiblesse, Durandy disposait de suffisamment d'atouts pour se lancer sans crainte dans la lutte.

Aux élections municipales se présentèrent des communistes et des socialistes, mais ce qui passionnait l'opinion, c'était bien évidemment la composition des deux listes les plus importantes, celle de Durandy et celle de la municipalité. Cela n'allait pas sans poser de graves difficultés. Les partisans de la municipalité hésitaient à choisir Camaret comme tête de liste : ils étaient en effet conscients de l'impopularité de ce personnage, et craignaient de voir certains électeurs se détourner d'eux uniquement à cause de ce nom. Mais devant l'absence de tout autre candidature, les membres du bloc républicain mentonnais décidèrent que Camaret se représenterait avec presque tous les conseillers sortants⁶². En fait sur les vingt-sept personnes composant la municipalité Camaret, onze seulement acceptèrent de se présenter à nouveau aux côtés de celui-ci. Ces défections sont à elles-seules le signe des rivalités et des

 $^{^{60}}$ La fiche de renseignements établie par la police indique consul <u>de</u> Monaco. Il semble qu'il s'agit d'une erreur.

⁶¹ A.D.A.M. Rapport du commissaire spécial du 25 avril 1935, 3 M 312.

⁶² A.D.A.M. Rapport du commissaire spécial du 27 avril 1935, 3 M 312.

querelles qui déchiraient le conseil municipal ; elles dénotaient également la lassitude de certains conseillers face aux accusations et aux railleries qui leur étaient lancées. La liste Durandy s'était formée avec moins de difficultés. Parmi les personnes appartenant à cette liste Républicaine nationale et d'intérêts locaux, quelques personnalités attiraient l'attention : d'abord trois transfuges, conseillers municipaux sortant, appartenaient à cette liste : le docteur Fornari, Louis Corso, Antoine Gioan. Leur présence devait permettre de rallier un certain nombre d'anciens électeurs de gauche. L'ambiguïté de cette liste, ou au contraire ses possibilités d'unification, étaient d'ailleurs là : aux côtés de vieux républicains tout pétris de l'esprit des Lumières comme le docteur Fornari, on y trouvait des hommes de droite tel Durandy lui-même mais aussi des membres de ligues d'extrême droite : le docteur René Galavielle était l'un des dirigeants de la section des Jeunesses patriotes et Auguste Maccari militait aux Croix de feu. On pouvait dès lors douter qu'une fois la municipalité Camaret vaincue ces hommes de convictions si différentes resteraient liés.

Les professions de foi ne cachaient pas que le vote se ferait moins pour ou contre un programme que pour ou contre la municipalité sortante. Chacune évitait d'ailleurs les termes de droite et de gauche, et s'attachait à garder cette élection sur un terrain exclusivement municipal. Ainsi, effrayés ou plutôt troublés de la montée de la violence et de l'exacerbation des pressions politiques, les Mentonnais avaient cherché, plus ou moins consciemment à revenir aux anciennes pratiques électorales où seules les querelles municipales comptaient, à l'exclusion de toute idéologie politique. Mais l'évolution qu'avait connue la vie politique à Menton était irréversible. Les professions de foi avaient beau éviter toute allusion aux clivages politiques, la campagne électorale fut marquée par les affrontements entre militants du Front populaire et ligueurs. Avant même que ces affrontements aient eu lieu d'ailleurs, un fait divers alourdit considérablement l'atmosphère : il s'agissait de l'assassinat de Jean Alposso dit Jeannot, qui provoqua d'importants remous. Né le 5 décembre 1895, Jean Alposso appartenait aux milieux sportifs de la boxe en temps que manager, mais aussi au "milieu" puisqu'il était tenancier d'une maison close, le Crystal Palace. De plus, il appartenait au corps des agents électoraux. Il avait été arrêté en 1932 à la veille du scrutin, pour avoir tiré un coup de feu sur des opposants, et incriminé dans l'affaire Prince. Dans la nuit du 27 au 28 avril, il fut assassiné de deux coups de fusil. Ce meurtre inquiéta fortement la population mentonnaise. Il accrut les tensions.

Comment espérer dans ces conditions que le scrutin pût ramener l'union?

Le premier tour de l'élection eut lieu le 5 mai. La liste Durandy arriva en tête avec dix-neuf élus sur vingt-sept, les autres sièges restant en ballotage. A droite retentissaient les cris de joie. Elle tirait d'ailleurs ses conclusions du vote : "le vaincu du 5 mai, c'est Torrès"⁶³... Le 12 mai, le second tour eut lieu et le reste de la liste Durandy fut élu. Camaret renversé, Torrès qui avait été remarquablement discret durant toute cette campagne devenait la prochaine cible. C'était en tout cas la conclusion du préfet : ce vote constitue "un avertissement sérieux pour Maître Torrès"⁶⁴. Moins d'un an plus tard devaient en effet avoir lieu les élections législatives.

L'approche des élections de 1936 et la passion qu'elles soulevaient dans tout le pays ne permettaient pas au calme de revenir. De plus, les heurts des organisations de gauche avec la municipalité commencèrent très vite.

⁶⁴ A.D.A.M. Lettre du préfet au ministre de l'Intérieur du 15 mai 1935, 3 M 312.

⁶³ La Défense Mentonnaise n° 64 du 11 mai 1935.

A Menton, l'union des gauches fut étonnamment précoce, et toutes les organisations de gauche, y compris le parti radical, avaient formé un Front populaire dès le 16 juin 1935. Parallèlement, les organisations de droite multipliaient réunions et conférences.

En 1934 déjà, des crises avaient éclaté à Menton entre partisans du Front populaire et partisans du Front républicain. Le 26 juin 1934, à l'issue d'une réunion des Jeunesses patriotes, un professeur mentonnais du nom de Guidicelli blessait un antifasciste italien d'un coup de revolver. Sa condamnation par le tribunal à deux cents francs d'amende provoquait la colère de la gauche indignée par tant de mansuétude : elle devait rester le symbole de l'injustice profonde du système judiciaire, et la "preuve" de la partialité des pouvoirs.

Après les échauffourées qui avaient eu lieu au cours de la campagne des élections municipales de 1935, la nouvelle municipalité connut un temps de grâce. Celui-ci devait être rompu dès le mois de juin. Loin de réussir à réconcilier les Mentonnais, Durandy, par son opposition au Front populaire devenait l'artisan de nouveaux heurts. Comme son prédécesseur, il n'hésitait pas à croire ses adversaires capables d'attaquer la mairie et n'imaginait pas un instant de rencontrer les dirigeants de gauche et de s'entendre avec eux. Tout entier dominé par la politique, il ne songeait point à apaiser les passions, transgressant ainsi les serments prononcés lors de la campagne électorale.

Dès cet instant, la gauche que nous avions vue un moment divisée sur l'attitude à tenir vis-à-vis de Durandy ne connut plus d'hésitations. De fait, dans *Le Front Populaire*, l'organe qui naissait au mois d'octobre 1935, chaque page était une attaque ou un jugement méprisant porté sur Durandy, "cet homme petit de taille, grand d'appétits, figure ronde, esprit obtus", sur ses actes, "une politique de favoritisme, de partialité et d'incohérences" et sur les autres conseillers municipaux "l'âne, les vaches et les moutons. Ce n'est plus un Hôtel de ville, c'est une véritable écurie" 66.

Les rédacteurs n'hésitaient pas à dénoncer la camora agissant sous le couvert de l'autorité de Durandy; ils utilisaient les moindres incidents pour réclamer la démission du "Niçois Durandy". Des deux côtés, les menaces se faisaient plus précises, moins voilées : une militante d'extême-droite, Mademoiselle Bertillon, ne disait-elle pas des communistes, "N'hésitez pas à taper dessus quand vous les rencontrerez"⁶⁷. Quant au Front populaire, on pouvait y lire des aphorismes comme celui-ci : "Pour un oeil, les deux yeux. Pour une dent, toute la gueule"⁶⁸.

A moins qu'une émotion populaire renversât la municipalité, l'heure des règlements ne pouvait être que celle des législatives.

Les législatives de 1936 avaient donc une double signification : il s'agissait d'une part de choisir entre les deux blocs et d'autre part de chasser une personnalité. Les anciens adversaires de Camaret espéraient la défaite de leur vieil ennemi, celui qu'ils appelaient le juif errant, Henry Torrès. Les hommes du Front populaire souhaitaient que ce qui s'était passé pour Bougon ait lieu pour Durandy, que la droite fut battue et que la municipalité fut obligée de démissionner.

Torrès restait le candidat de la gauche après son adhésion le 4 septembre 1935 au Front populaire. Devant cinq cents personnes, et malgré les conseils de son agent le baron de Lussats, Torrès avait fait l'éloge du Front populaire et apporté son soutien le plus entier à

⁶⁵ Le Front Populaire n°1 du 5 octobre 1935.

⁶⁶ Le Front Populaire n°7 du 16 novembre 1935.

⁶⁷ A.D.A.M. Rapport du commissaire spécial du 22 février 1936, 4 M 148.

⁶⁸ Le Front Populaire n°4 du 26 octobre 1935.

l'union des gauches⁶⁹. Néanmoins, chaque parti de gauche décida de présenter son propre candidat au premier tour, s'engageant à se désister au second tour en faveur du candidat le mieux placé. Les communistes étaient représentés par Paul Laroche, directeur du *Cri des Travailleurs*, et les socialistes par Stéphane Salabelle. Tous deux étaient presque inconnus à Menton et n'avaient de ce fait que peu de chances de recueillir des suffrages. L'intérêt se portait donc avant tout sur Torrès.

A droite, il fallait, en dépit de toutes les rivalités, choisir un candidat susceptible d'attirer les voix des Lüjambo de toutes tendances et capable de vaincre Torrès. De nombreuses voix s'élevèrent en faveur de la candidature de Hennessy. Qui était donc Jean Hennessy? Il portait le nom d'une des plus grandes maisons de cognac de France, et de ce fait était en possession d'une immense fortune. Né en 1874, il avait en 1936 soixante-deux ans et paraissait donc considérablement plus âgé que Torrès qui ne comptait à cette époque que quarante-cinq ans. Entré en politique dès 1906 en devenant conseiller municipal de Saint-Brice (Charente), il possédait une longue expérience des milieux parlementaires, ayant été élu député de la Charente sans interruption de 1910 à 1932. En 1932 en effet, il avait perdu son siège au profit de l'ingénieur Malet. C'est pourquoi il avait décidé de changer de circonscription, et désirait tenter d'obtenir le siège de député des Alpes-Maritimes en 1936. Brillant parlementaire, défenseur de la décentralisation et de la Société des Nations, Hennessy jouissait d'une excellente réputation. Délégué adjoint de la France à la S.D.N., il fut nommé ambassadeur à Berne en 1924. Il fut aussi ministre de l'agriculture sous Poincaré, dans le onzième cabinet Briand, et dans le premier ministère Tardieu... Alors que Torrès était arrivé à Menton précédé d'une réputation prestigieuse d'avocat et du souvenir moins prestigieux de ses nombreuses défaites électorales, Hennessy vint à Menton, avec la renommée d'un grand parlementaire. Ce n'est pas sans importance : certes les années 30 avaient fait souffler sur la France une vague d'antiparlementarisme ; mais l'expérience de Hennessy restait de bon augure car elle laissait espérer qu'il saurait défendre les intérêts de sa circonscription. De plus, son attachement à la S.D.N. et à la paix ne pouvaient que rassurer une ville frontière qui avait déjà connu bien des inquiétudes et que la guerre d'Abyssinie et les revendications de Mussolini effrayaient... Par rapport aux partis, Hennessy n'était réellement inféodé à aucun parti et l'on pouvait attendre de lui qu'il agît non pas en suivant un mot d'ordre mais uniquement guidé par le souci de ses électeurs. Ainsi présenté Jean Hennessy avait donc apparemment de nombreuses qualités pour gagner les suffrages.

La lutte au cours de la campagne électorale fut d'autant plus virulente que chacun des deux principaux candidats disposait d'un journal pour s'exprimer et être soutenu. *Le Front Populaire* faisait bien sûr campagne en faveur de Torrès, Salabelle et Laroche, tandis qu'un nouveau journal *La Vérité* prenait le parti de Hennessy. Tous deux usaient des caricatures, l'un représentant Durandy en âne, l'autre Torrès en cosaque. *Le Front Populaire* dressait de Hennessy un portrait physique repoussant. Insistant sur l'âge du candidat, les journalistes du *Front Populaire* l'appelaient "vieux pélican déplumé" et le représentaient somnolant, bafouillant, bavant même. Sa description morale n'était guère plus séduisante. Accusé de fascisme, assimilé à Taittinger, Hennessy avait selon *Le Front Populaire* fondé des journaux comme *6 février* ou *A Nous Français* "copie exacte du *A Noi* de Mussolini" 10. Il était également accusé de corruption, et d'avoir des relations plus que douteuses.

Concernant ces accusations, il faut nous souvenir que Torrès avait dû subir les mêmes. Elles font parties des "classiques" de la polémique électorale mentonnaise depuis

⁶⁹ A.D.A.M. Rapport du commissaire de police du 5 septembre 1935, 4 M 139.

⁷⁰ Le Front Populaire n°29 du 18 avril 1936.

1931. Reconnaissons cependant que le nom d'aucun agent électoral n'a jamais été accolé à Hennessy, comme celui de Lussats l'avait été à Torrès, et ce, même si *Le Front Populaire* affirmait que Durandy avait accordé des congés à certains employés municipaux pour "faire" les élections en faveur du candidat de droite. De son côté, *La Vérité* ne se montrait guère plus tendre envers Torrès. Organe de toutes les tendances d'extrême-droite, elle ne manquait pas de l'accabler de toutes les insultes antisémites existantes : "Ce sinistre farceur, face de graisse à fondre, rejeton d'une tribu de youtres sortie de quelque ghetto d'Ukraine avec, pour tout bagage, de la crasse et des punaises, voilà le représentant distingué de notre région aux Folies Bourbon"⁷¹.

Elle parlait sans complaisance du "député acheté (pardon H.T.)" dont le seul programme était de mentir. Portant le débat sur un terrain strictement politique, La Vérité affirmait que le véritable enjeu de l'élection se réduisait à cinq mots "Drapeau tricolore contre torchon rouge". Il ajoutait que le Front populaire poussé par les Russes et les juifs voulait la guerre sans tenir compte de toutes les concessions et les avances faites par Hitler. Voter contre le Front populaire serait donc voter pour la paix. Elle en arrivait ainsi à cette comparaison : "Torrès la révolution, le pillage, le vol, la fuite de tous nos clients, et enfin la famine, la misère et la guerre. Hennessy, la république, l'ordre, la confiance, une réforme juste et saine, la paix, la protection des hivernants qui nous font vivre"72. Ainsi les journaux multipliaient méchancetés gratuites et reproches circonstanciés, considérations et affabulations politiques, griefs personnels et accusations collectives. Les réunions n'étaient pas moins animées, mais tout aussi dépourvues de mesure et de cohérence. Ainsi, le 14 avril, Hennessy invitait les Mentonnais, venus l'écouter au nombre d'un millier, à "débarrasser Menton du drapeau rouge". Il était fréquemment interrompu par les communistes. Mais l'arrivée de Torrès provoqua un tel vacarme et la situation devint si menaçante que le commissaire fit évacuer la salle.

Comme nous l'avons dit, les candidats communistes et socialistes n'étaient guère connus à Menton. Ils appartenaient de plus à des formations qui n'avaient jamais connu beaucoup de succès dans cette ville. Leur échec était donc prévisible. Celui du socialiste Stéphane Salabelle fut particulièrement retentissant puisqu'il n'obtint à Menton que dix-huit voix, soit 0,5% des suffrages, alors que Laroche pouvait se prévaloir de 4,6%. Hennessy disposa d'une nette avance sur Torrès. Il remportait en effet 52,2% des suffrages contre 40,4 à Torrès. Celui-ci se trouvait donc en fort mauvaise posture. Et le second tour eut lieu et il confirma le triomphe de Hennessy qui emportait le siège de député par 53,17% contre 45,4%. Le report des voix socialistes et communistes sur Torrès avait pourtant bien eu lieu, puisque Torrès gagnait 5% par rapport au premier tour, ce qui équivalait aux voix socialistes et communistes additionnées. Ce n'était évidemment pas suffisant. Torrès réagit en accusant à nouveau Hennessy de corruption et menaça de porter officiellement plainte. Il semble que Torrès et ses amis aient été effectivement persuadés de leur bon droit et de la culpabilité du nouveau député. Mais il semble que Torrès, isolé au Conseil général comme à l'Assemblée, ait subi sinon des pressions, du moins des admonestations qui le conduisirent à retirer sa plainte. Ce geste surprit et déçut considérablement les militants du Front populaire⁷³. La plainte retirée, Hennessy conserva son siège.

Cette dernière élection législative fut le dernier grand affrontement politique de l'entre-deux-guerres. Les rumeurs de guerre se faisaient de plus en plus précises et bientôt les rapports de police ne furent plus que l'écho de l'inquiétude générale : ils concernaient presque

⁷¹ La Vérité n°4 du 15 février 1936.

⁷² La Vérité n°14 du 24 avril 1936.

⁷³ A.D.A.M. Rapport du commissaire de police du 16 décembre 1936, 4 M 147.

exclusivement les manoeuvres effectuées par l'armée italienne, les bruits qui pouvaient filtrer à travers la frontière et le comportement des étrangers vivant en France.

Les initiatives politiques venaient surtout de la gauche et concernaient avant tout la hausse des prix qui se faisait sentir et l'arrivée des congés payés. Cependant, à cause des bruits de guerre, la gauche se montrait plus attentive encore que de coutume à dénoncer le fascisme. Elle crut même avoir découvert que Menton servait de dépôt d'armes aux fascistes du département. Le 18 novembre 1936, des militants socialistes sortant d'une réunion avaient vu vers minuit vingt des membres du P.P.F. introduire dans le siège de leur section un paquet d'environ quatre-vingts centimètres sur soixante centimètres entouré de toiles d'emballage. Ils en informèrent le Procureur qui ordonna l'enquête. Il s'avéra cependant que le paquet contenait quatre cents exemplaires invendus du journal du P.P.F.⁷⁴. Loin d'être rassurés, les socialistes continuèrent à dénoncer le péril fasciste et furent confortés dans cette position par la découverte du complot ourdi par la Cagoule.

Peu à peu les manifestations politiques cessèrent et il n'y eut plus que quelques réunions sans importance.

_

⁷⁴ A.D.A.M. Lette du préfet au ministère de l'Intérieur du 5 janvier 1937, 4 M 149.